

Rouge

RATP :
Grève-éclair
Victoire-éclair

P.5

M 1578 N° 1190 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 2 janv. au 8 janv. 86

Année 86

Ni gauche toc
ni droite fric:
créer le choc!

Voyez!

rouge!

L
CR

Souscription législatives 86

2,5 millions de francs



Dunkerque					
M. F.	50				
St Omer	800				
Nîmes					
De la part de mon beau	200				
Sympathisants DDSS	60				
Sympathisants DDSS	100				
Sympathisants travailleuse sociale	400				
H. M., DDSS	100				
PN, Falép.	100				
JMP, Médecin	190				
Amiens	1000				
Rennes					
Pascale	20				
Gilles, hospitalier	60				
Madami	50				
S. T.	120				
P. M., DDA, Pour Rouge, pour l'alternative	125				
Gaelle	50				
J. F. G.	100				
H. F., travailleur social	100				
J.M.P., DDA	10				
R. M., DDA	10				
Douanes	50				
Communaux	50				
Dominique, HP	150				
G. M., HP	150				
G. H., DDA	100				
DDASS	50				
Clermont	500				
Fédération 91/77					
Education nationale	100				
SNECMA Corbeil	40				
Téo, Emprunt d'Etat obligatoire	83				
83	832				
Martigues					
Fédération 94	900				
Divers	3000				
LEP Vitry	260				
EDF, Retraité	300				
Dijon					
Pascal	150				
Michel B	50				
Michel L	50				
Jean-Luc et Titine	100				
Maurice	160				
Souscripteurs	213				
Souscripteurs	1200				
Nancy	1870,50				
Fédération 93					
Michèle, enseignante	300				
Marie-Thérèse et René	100				
Michel	20				
Pierre	50				
Jean-Pierre	20				
Paul Henri	20				
Reste vente Rouge	3,50				
François, médecin à but moyennement lucratif	100				
Eric, instit	50				
Véronique, instit	50				
Education surveillée 93	2000				
Armand, instit	100				
Les petits restes de novembre	84,36				
Luc	250				
B. P.	2500				
Fédération 78					
Eric, Renault Flins	400				
Ahmed, Renault Flins	100				
François, Renault Flins	40				
Annick, Trappes	100				
Didier, pour un gros parti d'action	30				
AMX, Pour un parti d'action	35				
Chantal, Trappes	45				
Reste bouffe, Trappes	20				
Luc, Talbot	200				
Caen					
Jean-Marc	85				
Serge	100				
J. Marie « C'est bichi pour c'qui va v'ni en 86 »	50				
EDF	950				
Evelyne	100				
Catherine	50				
Pierrot	20				
Ginette	30				
Yves	15				
Paul	5				
Gérard	50				
Alain	50				
Pierre	100				
Michel	50				
Catherine	50				
Philippe	50				
Luc	150				
Louviers-Evreux					
D. T.	380				
U. P.	50				
Ouvrier télécom	100				
Militante PEE	150				
Militante CFDT	150				
Pour une force alternative de classe	170				
Toulouse					
Didier	120				
Martine	400				
Militant CFDT	100				
Jean	200				
M. C., un copain de l'Ariège	50				
Michel	100				
Nadine	200				
François	250				
Julien	35				
Nantes					
Annie, CTA	30				
Z et J, St Herblain	200				
Contre le racisme, pour l'égalité des droits	100				
E. M.	20				
Ville	140				
Pomme, INSEE	100				
Centre de tri	90				
Anonyme	33				
Toulon					
Fédération 75					
Télécoms Nord	100				
Mény, PTT 10	70				
Luc, PTT 10	200				
Presse	100				
Compagnie bancaire	270				
SNCF Nord	100				
HLM	1630				
SNCF	150				
Tolbiac	540				
CAF	200				
EDF	950				
Jean-Pierre, impôts	200				
Philippe	300				
9 ^e	40				
Halles aux vins	55				
PTT 16-18	100				
Marithé et Manick	150				
Impôts	200				
BNP	545				
Vente Montparnasse	30				
Divers	400				
Société générale	200				
CIC	141				
Compagnie bancaire	250				
PTI 16 18	300				
Assistance publique	300				
PTI Montparnasse	130				
PTI Montparnasse	150				
Télécom	300				
CCP	700				
ORTF	60				
SNCF	30				
SNCF	920				
Assistance publique	325				
Tolbiac	646,60				
HLM	2054				
Impôts, Paris centre	150				
Enseignants	60				
Education surveillée	1350				
Place des fêtes	20				
Presse	30				
Equipement Passy	100				
ORTF	100				
Finances	300				
PTT 16-18	300				
Equipement Passy	350				
Société générale	600				
PTT 10-17	90				
Télécom	300				
Instits	90				
Instits	250				
A. P.	240				
Montparnasse	43,50				
Place des fêtes	120				
Impôts	200				
Jean-Jacques, éducation surveillée	20				
Dominique, éducation surveillée	50				
Halles aux vins	130				
SNCF Austerlitz	200				
HLM	1170				
Impôts Paris centre	330				
RATP	90				
BNP	30				
PTT 10-17	150				
CCP	60				
Equipement DRE	40				
Illisible	120				
BNP	30				
Instit	150				
Assurances	30				
ORTF	180				
Communes de Paris	90				
Jussieu	300				
Enseignants	60				
Tolbiac	120				
SNCF	30				
Mariategui	60				
EDF	60				
RATP	60				
Impôts	120				
Sète	120				
Enseignants	150				
HLM	480				
Impôts	180				
EDF	60				
Blois	8430				
Besançon	700				
Fédération 92					
SNCF Nanterre	1000				
Eliane et Gérard, Rueil	100				
Pour un Jura rouge et socialiste	350				
Thierry, Levallois	500				
Marie T, Levallois	600				
Commerçants sympa du 18 ^e	100				
Hispano	600				
Malakoff	600				
Malokoff	665				
Rouen					
Françoise	50				
Marie-Hélène, théâtre de l'Etoupe	100				
Nadine, Elbeuf	50				
Bernadette	100				
Didier, Renaults Cléon	100				
A. H., PTT	100				
P. B., PTT	100				
Philippe, PTT	50				
Claudette, PTT	50				
J. M., Sapeur-pompier CGT	100				
Barentin	66				
X	200				
Michel, Université	50				
Divers	150				
Orléans					
CCP	360				
Fabienne, CCP	40				
Patrick, CCP	110				
Gladys, CCP	60				
Claude, « chouette potos », CCP	50				
Michelle, CCP	30				
Mauricette, CCP	100				
Valérie, JCR	10				
Chantal, CEPEM	20				
Isabelle, CEPEM	20				
Chantal, CEPEM	15				
Erreur de la banque	100				
Maurice, CHRO	100				
Philippe, PTT	41				
Reste d'un couscous SNCF	40				
Raymond	500				
Dcn anonyme	548				
Beauvais					
Halley, « ne tirons pas des plans sur la comète, construisons le parti »	770				
Roland et Monique	500				
Luis	40				
Metz					
Ville	200				
Divers	690				
Lyon					
Guy, PTT	150				
Philippe	90				
Florence, Châlons	150				
Azor	540				
Pamela, t'as de belles moustaches	50				
Oui, il faut une intervention anticapitaliste large	60				
Frank	60				
Azor	90				
Noël	100				



Des Rouges pour troubler le jeu

A trois mois d'un scrutin capital, les politiciens de toutes les tendances semblent relativiser la portée de ces prochaines élections. « Cohabitation », « consentement mutuel », « consensus », etc. sont les seuls débats qui traversent leurs rangs. Heureusement, les Rouges arrivent pour troubler le jeu.

C'est l'heure des vœux. Comme chaque année à pareille époque, les ténors politiques se succèdent pour souhaiter aux Français tout le bonheur qu'est censée leur procurer la victoire de leurs formations. Cette fois pourtant et bien que nous soyons à moins de trois mois d'un scrutin capital, tout semble joué. Toutes tendances confondues, les hommes politiques paraissent s'accorder pour relativiser la portée de l'échéance de mars prochain.

Inexorablement, sondages après sondages, la gauche accuse un retard de vingt points sur le bloc réactionnaire. Rarement, un résultat n'aura paru si solidement acquis, que les camps en compétition renoncent pratiquement à faire campagne. Jean-Marie Colombani écrivait ainsi dans *le Monde* du 24 décembre : « Il reste pour mobiliser et se mobiliser, les quelques candidats en position intermédiaire dont le sort dépend, assurément, du déroulement de la campagne (...) Le véritable intérêt de l'année 1986 réside dans cette seule certitude : tout commence le 16 mars, au soir du seul tour de scrutin. »

Sous le signe de la cohabitation

Un tel climat ne doit rien au hasard. Il est le reflet de choix politiques. Couronnant cinq ans de trahisons, le Parti socialiste a d'ores et déjà accepté de perdre la bataille électorale. Une seule chose importe vraiment à ses dirigeants : demeurer la force dominante à gauche et dans le jeu politique, afin de conserver les clés de recompositions politiques futures avec certains courants bourgeois. Pour cela, ils s'alignent sur la tactique du chef de l'Etat qui, en cherchant à rester en fonction après le 16 mars, entend jeter les bases d'un « bloc de consentement mutuel », reléguant au musée des archaïsmes le clivage entre la gauche et la droite.

Pour ce qui la concerne, la droite est déjà si assurée de son succès, qu'elle se déchire sur la stratégie à mettre en œuvre pour la présidentielle suivante. Disposant d'un appareil puissant et certains de dominer une éventuelle majorité parlementaire de droite, le RPR et son leader souhaitent gagner du temps, affermir leurs positions avant de se lancer à la conquête de l'Elysée. Imités par des giscardiens incapables de surmonter les effets de mai 1981, ils acceptent la cohabitation avec François Mitterrand et atténuent les aspects les plus conflictuels de leur programme. A l'inverse, Barre, qui ne peut prétendre s'imposer qu'à la faveur d'une élection présidentielle, joue ouvertement la crise de régime, refusant tout soutien à un gouvernement de cohabitation.

Cohabitation : tel est donc le seul débat qui agite à présent les états-majors. Plus question de présenter aux élections des « choix de société » ou de confronter des plates-formes. Les forces dominantes du mouvement ouvrier ayant renoncé à incarner une alternative politique véritable, on assiste au règne de ce que le jeu politique recèle plus sordide : la combine, la manœuvre et les faux-semblants. La législature avait commencé sous le signe d'une formidable espérance populaire. Elle s'achève, pour des millions d'hommes et de femmes, dans la plus déroutante des confusions. L'ultime session du Parlement s'achève même en voyant la majorité sénatoriale de droite voter l'amendement « tour Eiffel » du pouvoir et l'Assemblée accepter les exigences du Sénat sur le cumul des mandats. Le consensus est déjà entré en application.

Quoi qu'il en dise, le PCF utilise les mêmes cartes biseautées. Il concentre ses coups contre son ancien partenaire de l'Union de la gauche, espérant que la défaite de ce

dernier marquera l'amorce de son redressement. Son verbiage de gauche et ses prétentions anticapitalistes sont moins destinés à mobiliser le monde du travail contre l'austérité et l'offensive patronale qu'à redorer à peu de frais son blason.

Rouges et fiers de l'être

Faut-il, dans ce contexte, baisser les bras, demeurer les spectateurs passifs d'un scénario incompréhensible au plus grand nombre ? Nullement. Car la confusion ambiante représente une arme formidable entre les mains des possédants. Quant les travailleurs se trouvent acculés à la défensive, quand n'apparaît aucune perspective mobilisatrice, ils en profitent toujours pour mener des attaques redoublées contre les salaires, l'emploi et les acquis sociaux.

Refonder l'espoir à gauche, faire vivre une force incarnant l'aspiration à un changement radical, au socialisme : c'est l'ambition de la LCR. Et c'est la raison pour laquelle elle a choisi comme slogan central de sa campagne : « Allez les Rouges ».

Rouges, nous le sommes en effet résolument, au moment où certains se détournent des valeurs du mouvement ouvrier pour s'abandonner aux délices d'une idéologie prétendument moderniste. Rouges, nous le sommes aussi parce que nous ne nous résignons pas à cohabiter avec une droite qui savoure à l'avance sa revanche. Rouges, nous le sommes encore parce que nous croyons qu'il existe une autre voie que la capitulation devant les puissances d'argent : celle de la rupture avec la loi du profit.

Pour proposer aux travailleurs un autre choix que l'austérité, qu'elle soit mise en œuvre par Fabius ou par Chirac, nous nous sommes, depuis plusieurs mois, adressés à toutes les forces à gauche de la gauche officielle. Nous leur avons proposé de jeter les bases d'un large courant anticapitaliste qui, par delà des divergences souvent sérieuses, pourrait dégager une alternative face aux menaces d'un retour de la droite et à la faillite du PS et du PCF.

Cette perspective pour laquelle les militants de la LCR n'ont pas ménagé leur peine, obtient ses premiers résultats. Dans une quarantaine de départements, des collectifs unitaires voient le jour, rassemblant dans le débat

et l'action des militants politiques, des syndicalistes, des antiracistes, des féministes, etc.

Hélas, ces regroupements sont trop récents et la situation trop confuse pour permettre que les processus en cours se concrétisent nationalement, à l'occasion des prochaines élections. Des listes unitaires ne seront donc présentes que dans une demi-douzaine de départements aux législatives et dans une dizaine d'autres aux régionales. C'est évidemment bien peu. Mais, dès lors qu'elles se placent sur des bases convergentes avec les siennes, la LCR soutiendra ces listes, en ce qu'elles témoignent de la volonté croissante de centaines de militants de se regrouper pour combattre ensemble.

Mobiliser toutes les énergies

Reste qu'une telle présence est bien insuffisante au regard des enjeux. Il est indispensable que le 16 mars, des centaines de milliers de travailleurs puissent affirmer, dans les urnes, l'existence d'un courant qui ne renonce pas à la lutte de classes et qui ne se compromet pas dans des opérations politiciennes.

Notre organisation avait proposé à Lutte ouvrière — seule force prête à se présenter nationalement sur des bases similaires — de constituer des listes communes dans le maximum de départements. Prenant prétexte de ses désaccords avec notre démarche générale et en dépit de la proximité de nos deux campagnes, les camarades ont refusé ces propositions. Ce sectarisme est injustifiable car il ne peut qu'accroître la confusion dans les rangs ouvriers.

Sans nous résigner à une division lamentable, il nous faut maintenant prendre acte. Nous irons donc à la bataille sous notre seul drapeau et présenterons des listes dans vingt départements, ainsi que vient de le décider notre comité central.

Certes, la campagne ne sera pas facile. L'absence d'accord unitaire à l'extrême gauche nécessitera d'intensifier notre effort de conviction. Mais l'heure est moins que jamais aux lamentations. Elle est à la mobilisation de toutes les énergies pour faire vivre une politique au service des travailleurs, pour aider à l'indispensable recomposition du mouvement ouvrier.

Christian Picquet

Voyez rouge!

Quatre questions pour une campagne

La Ligue entre en campagne. Cette campagne, elle la veut incisive (« voyez rouge, allez les rouges ») et à la fois unitaire : plus que jamais, rassembler à la gauche de la gauche une force anticapitaliste. Révolutionnaire et unitaire à la fois, la Ligue en campagne, ce sera ça

1 La LCR veut se présenter dans vingt départements. N'est-ce pas rajouter une division nouvelle ? La démarche de la LCR se fonde sur la nécessité de rassembler. La trahison de la gauche traditionnelle, PS et PCF, rend urgente la création d'une force unitaire, anticapitaliste, qui réunisse toutes les énergies militantes disponibles. Il fallait éviter à bien des travailleurs le dilemme d'être à la fois contre le retour de la droite et contre la continuité de l'austérité de gauche.

A la veille du scrutin de mars 1986, force est de constater qu'il n'y aura pas une liste nationale unique, qui représente la première apparition sur le terrain électoral de cette force anticapitaliste. Est-ce à dire que la démarche est caduque ? Dans une trentaine de départements, des collectifs unitaires se sont constitués, dont le travail continuera après les élections. Dans une dizaine de ces départements, le souffle unitaire a été suffisamment fort pour que les collectifs donnent naissance à des listes aux législatives ou aux régionales.

Il s'agit maintenant de réaliser une apparition sous

forme de listes LCR. Défendre la nécessité d'une rupture avec le capitalisme, les revendications ouvrières et les luttes pour les obtenir, combattre l'offensive réactionnaire de la droite dite traditionnelle et de Le Pen, voilà le sens des listes LCR.

La campagne de la LCR portera tout aussi prioritairement sur la scène nationale la question qui se pose à tous les révolutionnaires : suite aux capitulations du PS et du PCF, répondre à l'attente de centaines de militants et de travailleurs par le rassemblement d'une force anticapitaliste, qui intervienne dans tous les événements de la lutte des classes. L'unité est un combat, de tous les instants et l'étape de mars 1986 n'est que la première d'une démarche bien plus longue.

2 Et le score ! Ne risque-t-il pas d'être particulièrement modeste ? Les listes des organisations révolutionnaires risquent, en effet, de recueillir un nombre modéré de suffrages. Si personne ne peut raisonnablement pronostiquer les résultats des listes unitaires, ceux des formations d'extrême gauche subiront très

certainement le poids du vote utile et des abstentions.

Prendre acte par avance de cette réalité, c'est mieux cerner la campagne que la LCR veut réaliser. D'abord s'adresser aux travailleurs combattifs, aux jeunes mobilisés mais rebutés par le paysage politique actuel, voilà l'objectif. Pour ce faire, les militants de la LCR le savent par expérience, une campagne de ce type sans présentation de liste n'aurait eu que peu de place et serait apparue comme peu attractive.

Il faut donc des listes. Mais avec une signature qui tranche, qui soit dynamique, qui sorte du peloton compact des listes qui s'accumulent. Le drapeau dans la poche ? Certainement pas. Le thème choisi, c'est : « Allez les rouges ». Derrière ce choix, le souci est de porter le flambeau révolutionnaire dans le climat de confusion qui règne aujourd'hui. La LCR annonce la couleur : celle-ci est le rouge. Organisant la défiance à l'égard de la gauche, dès le lendemain de l'élection de Mitterrand, la LCR a été présente dans tous les mouvements, dans toutes les luttes importantes, du soutien aux indépendantistes kanaks aux luttes ouvrières contre les restructurations patronales, à Talbot comme dans les PTT.

Le rouge est mis et la LCR l'a toujours affiché. Sa campagne sera celle du refus de la démission, des capitulations des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, l'affirmation du combat des révolutionnaires.

3 Mais Lutte ouvrière se présente aussi. Et le MPPT couvre du terrain... Lutte ouvrière porte seule l'écrasante responsabilité d'avoir refusé un accord national avec la LCR, en raison de divergences politiques importantes concernant la démarche unitaire. Pour Lutte ouvrière, l'heure est aux démarcations, voire aux scissions comme le disait Arlette Laguiller, invitée lors d'un meeting de la LCR, à la

Mutualité, à l'automne dernier. Alors que LO considère mars 1986 comme une périéte de peu d'importance, elle présente en revanche ces élections comme l'occasion d'un bras de fer avec la LCR. Gâchant la qualité des relations privilégiées nouées voilà presque trois ans, LO applique immédiatement la tactique de la démarcation. C'est donc dans un climat dégradé qu'il faudra continuer d'être unitaire pour deux. Les militants de la LCR ne manqueront pas, publiquement, de demander à ceux de LO d'expliquer les raisons de cette démarcation brutale. Ils le feront dans le souci de tenter de préserver l'avenir des relations entre les deux organisations.

Seule liste commune, celle du Maine-et-Loire, à Angers. Cette exception concédée montre que le raidissement de Lutte ouvrière ne peut aller jusqu'à briser des liens organisationnels très forts.

Le MPPT, dont la souscription est richement dotée, adopte une carte qui le porte à recomposer un parti à

droite de la gauche. Les quatre points de son document de référence en font foi. Le premier se réfère à la lutte des classes dont le combat « doit favoriser la reconstruction d'une unité ouvrière, reposant sur la démocratie la plus large ». Le second concerne la défense de la laïcité de l'école... et de l'Etat, « base fondamentale de la République et des institutions démocratiques qui en assurent le fonctionnement ».

Le troisième point de la charte aspire à « revenir à un fonctionnement constitutionnel où... les élus du peuple remplissent pleinement leur rôle d'expression politique du citoyen par opposition au régime du pouvoir personnel généré par les institutions actuelles ».

Le quatrième et dernier point porte sur le respect « de l'indépendance réciproque qui doit exister entre les partis politiques et les organisations syndicales, dans le cadre de la séparation des pouvoirs constituant l'équilibre nécessaire au fonctionnement de la démocratie politique... ».

Voilà à peine résumés les quatre points constitutifs du MPPT. On est assez loin de la création d'une gauche révolutionnaire.

Mais, qu'on le veuille ou non, le MPPT, par son histoire et ses illusions qu'il donne, apparaît aux yeux de nombreux travailleurs comme un parti à gauche de la gauche. La LCR, malgré la réalité du MPPT, s'adressera à

celles et ceux qui considèrent que celui-ci se positionne à gauche de la gauche, malgré la lettre et l'esprit de la Charte.

4 Le PCF n'apparaît-il pas bien à gauche, maintenant ? Le Parti communiste mène la campagne de 1981 en 1986. Son objectif, cinq ans auparavant comme aujourd'hui, est de démontrer aux yeux de son électorat la véritable nature de la social-démocratie, son allié d'hier.

Il utilise les thèmes sociaux du moment, les TUC, la flexibilité, le chômage et la protection sociale comme autant d'épouvantails anti-PS. Son objectif n'est pas de préparer la grève générale, mais bien plus modestement de faire oublier la présence de quatre ministres communistes aux côtés de Mauroy dans sa politique de « rigueur ».

Le silence complice d'hier, frappé au coin de la solidarité gouvernementale, fait place aujourd'hui au tumulte antisocialiste. Mais demain ? Quel crédit accordé à un parti dont la ligne n'est que zig-zags. Hier, dans les bureaux capitonnés des ministères, aujourd'hui prêts à n'importe quelle action dénonciatoire du PS. Et pour demain, quelle perspective a-t-il ?

Si, comme il est prévisible, apparaissent des jeunes, des travailleurs séduits par l'accent combatif du PCF, alors la LCR doit être présente à tous moments pour leur proposer la voie révolutionnaire.

Jean-Charles Rey



RATP

Grève-éclair Victoire-éclair

20 décembre : Paris-Noël devient Paris-grève du métro. Brusquement. En quelques heures, la quasi-totalité des trois mille conducteurs de métro et du RER cessent le travail. Les syndicats, eux, appelaient seulement les conducteurs des lignes A et B du RER. CGT, FO, CFTC, CFDT et Autonomes, ayant réalisé l'unité, se retrouvaient pourtant débordés par des conducteurs qui réagissaient comme un seul homme.

En novembre 1984, un voyageur monte à la dernière seconde dans une rame du RER prête à s'ébranler, en gare de Torcy. Le conducteur, ayant effectué les gestes réglementaires, ne voit pas qu'il traîne sur plusieurs centaines de mètres l'infortuné voyageur qui mourra de ses blessures.

Le blâme du lampiste

Dès lors, la ronde des arguments sur la sécurité prend son essor. Mais dans un sens particulier. La direction de la Régie, dont le nouveau chef est M. Rousselot, édicte une note en août 1985. Le conducteur doit désormais commander la fermeture des portes sans tenir compte des personnes qui tentent de monter au dernier moment.

Pourtant, ce sera le « lampiste », le conducteur de la rame RER de Torcy, qui sera blâmé. Le blâme, à la RATP, est une sanction moyenne. Les plus lourdes sont la mise à pied, la dégradation conduisant au licenciement. C'est uniquement sur ce

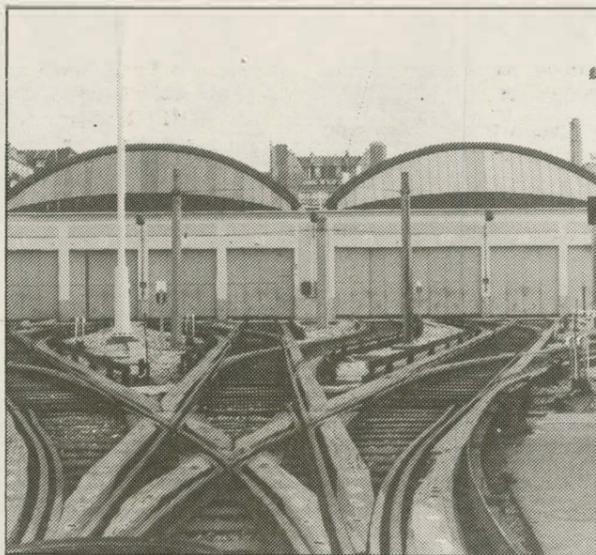
blâme interne à la Régie que le tribunal de Meaux condamnera le conducteur à six mois de prison avec sursis et trois mille francs d'amende.

Les choses se sont envenimées pour une raison supplémentaire. Pour la première fois depuis la nationalisation en 1947, la direction de la RATP refuse à un de ses agents sa protection devant la responsabilité civile. Cette fois, et c'est une sale innovation, la direction n'a fourni ni avocat ni garantie d'aucune espèce. Le conducteur est seul, face à la fois aux règlements contradictoires de la Régie et au tribunal pénal.

C'est cela qui a fait réagir de la sorte l'ensemble des conducteurs, qui ne voulaient pas se voir individualiser, jeter en pâture les uns après les autres aux cours de justice.

En quelques heures...

L'appel unitaire des syndicats concernait les lignes du RER. La grève devait s'opposer à la sanction de la direction de la RATP et à l'arrêt du tribunal de Meaux. Mais ce ne furent pas seulement les



lignes de Saint-Germain-en-Laye Torcy, et Gare du Nord-Saint-Rémy qui furent paralysées. Rapidement, tout le réseau ferré s'arrêta, suivi de plusieurs lignes de bus.

A 11 heures du matin, la direction recevait les syndicats qui négociaient sur la base d'un mouvement qu'ils ne contrôlaient pas. Une grève éclair, et une grève victorieuse, puisque quelques heures plus tard, la direction cédait sur... toute la ligne. Elle s'engageait à faire appel du jugement du tribunal de Meaux en accordant cette fois au conducteur l'assistance juridique traditionnelle. Par avance, elle acceptait de respecter la décision du tribunal prud'hommal si celui-ci considérait le blâme comme abusif. Elle paierait même les heures de grève, si le travail reprenait à partir de 17 heures. Enfin, la direction organiserait une commission mixte d'examen des questions de sécurité, dès le 23 décembre. Le soir du 24 décembre, pourtant, le haut état-major de la RATP lançait un avertissement aux syndicats, leur rappelant que les formes d'actions sans préavis sont illégales, « pénalisent durement tous les habitants de la région parisienne » et « interdisent de les informer correctement ».

Ce durcissement de ton, après la grève, relève d'une intention déclarée, celle d'imposer une somme de mesures visant à rentabiliser la gestion sur le dos du personnel. L'ensemble de ces dix-huit points, regroupés sous le nom de plan Ampère (action de mobilisation du personnel pour une efficacité renouvelée) lie une liquidation mesquine d'avantages historiques et la mise en place d'une polyvalence ayant le but déclaré d'économiser des emplois.

Le spectre de la flexibilité

Ainsi, le « coup de chapeau » est supprimé. Il consistait à promouvoir à l'échelle supérieure un agent six mois avant sa retraite, afin qu'il bénéficie d'une dernière année valorisée. Le plan Ampère prévoit l'individualisation des primes, auparavant versées par catégorie. Mais le plan prévoit surtout une mobilité d'un personnel à qui on peut demander des heures d'ouvrier mécanicien et des heures de conducteur de bus, des heures d'employé de bureau et des heures d'agent de quai ou de station.

Quant à la sécurité, le plan Ampère prévoit de la traiter

L'hystérie antigreve

Contre cette grève surprise du 20 décembre, quelles vociférations ! Quoi ? « Ils » ne l'ont pas annoncé, leur mouvement ! « Ce sont des méthodes sauvages », beugle Gérard Marin dans *le Figaro*. « C'est notre Noël qu'on sabote », hurle *France-soir*, également propriété de Robert Hersant. « Le scandale de la grève hors-la-loi », titre *le Parisien libéré*. « L'apocalypse », évoque sobrement *le Journal du dimanche*. Prise d'otages, piège diabolique, syndicats terroristes, toute une panoplie de superlatifs a été consommée. Sans parler de l'ineffable « télévision rose », celle du pouvoir, dont les présentateurs ont mimé la connivence complice avec un pauvre petit public d'usagers meurtris, le soir, par cette grève odieuse.

Les chantres du libéralisme se fichent des contradictions de leur propre idéologie. Les voilà louant la chute de l'Etat providence quand il s'agit de dénationaliser, de privatiser, d'individualiser, de flexibiliser.

Mais quand les travailleurs d'un service public (que ces messieurs les libéraux voudraient privatiser) font grève, alors là ! La collectivité nationale est de nouveau érigée en principe sacré. Les travailleurs du service public doivent se considérer en sacerdoce, et n'envisager qu'un dévouement aveugle. Osent-ils se défendre, faire valoir leurs droits ? On leur rétorque qu'ils n'ont que des devoirs. Oh, pas au service de la rentabilité dudit service, non non. Au service du public, moloch énorme et fantomatique, spectre anonyme qui n'existe pour ces messieurs qu'en cas de grève. Ceux qui ont liquidé l'ORTF, ceux qui créent la chaîne à péage et la 5^e chaîne publicitaire, ou ceux qui envisagent de privatiser Renault, Thomson, et pourquoi pas — comme Thatcher — les PTT et la SNCF, seraient habilités à parler du service public ? Eux qui ne voient dans les hôpitaux que des gouffres à fric, eux qui se battent pour l'école privée et les polices locales, ceux-là évoquent le service public ? Goebbels, qui savait violer les foules par la propagande politique, fait des émules... Et puis, il y a les acharnés de l'antisindicalisme, de la guerre contre la « syndicalité », bredouillant les arguments éculés des campagnes séculaires contre les mouvements de grève.

Au premier rang, *le Monde*, l'institution de la pensée humaniste bourgeoise, le gothique titre pondéré du soir parisien. « *Le syndicalisme ne serait-il donc efficace que lorsqu'il tombe dans un certain poujadisme ? La pagaille est-elle une arme syndicale ?* », se demande un journaliste de la rubrique « sociale » du journal objectif par excellence.

Et voilà qu'il donne des conseils pour la grève. « *Une journée de transports gratuits [...] serait plus populaire et non moins efficace qu'un arrêt des trains* », explique l'expert. Celui-là, il doit prendre aussi souvent le métro que le pape... Au moins une fois, prenez-le, cher journaliste, et vous y verriez l'usage d'une carte, appelée par sa couleur, orange, qui abonne à la semaine, au mois ou à l'année les voyageurs.

Intellectuel, non ?

Jean Lantier

N'oubliez pas

Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale)

n°48

Janvier 86 / 14 fr.

Sommaire

A deux mois des élections, recentrages et cohabitation

• Nouvelle-Calédonie :

Un an après l'assassinat d'Eloi Machoro

Dossier

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA GAUCHE (I)

• Trop « honnête » pour être vrai : Le MPPT

• Index 1985



selon le strict terme de la loi, en économisant au maximum sur les procédures les plus coûteuses.

La grève du 20 décembre vient de grossir le nombre de ces actions massives, rapides, inattendues, qui révèlent la tension existante chez un personnel qui choisit un terrain revendicatif lui semblant accessible, à portée de main, relevant de sa profession, en marge des syndicats.

Le jugement de l'accident de Torcy coïncidait avec le début de mise en œuvre du plan Ampère. Au-delà de la question de la sécurité, d'autres menaces ont donc contribué à faire lever la révolte.

Jean Lantier

FLEXIBILITE

Mieux vaut ne pas être une femme de moins de 25 ans

Le gouvernement semble vouloir retirer sa loi sur la flexibilité, mise à mal par les réactions syndicales et la guérilla parlementaire des élus du PCF. Mais la flexibilité revêt par définition de multiples formes, et notamment celles indiquées par la revue mensuelle « Economie et statistiques » de décembre 1985, relevées par Jean-Luc Heller, le temps partiel et les contrats à durée déterminée.

L'évolution des deux formes d'emploi, le temps partiel et les contrats à durée déterminée, représente un bouleversement qui permet de montrer la progression de la précarité de l'emploi, l'adaptation du marché du travail aux strictes exigences patronales.

L'étude de l'INSEE adopte comme dates de référence mars 1984 et mars 1985. Sur le nombre total de travailleurs à temps partiel, en mars 1985, soit 2 327 000 (un accroissement de 134 000), 1 928 000 sont des femmes.

Une affaire de femmes

Précisément, l'étude révèle qu'un tiers des femmes se trouvant depuis moins de trois mois sur le marché du travail le sont à temps partiel.

L'évolution de la création des postes à temps partiel ne correspond pas à la demande des chômeurs mais à une volonté patronale délibérée : de mars 1984 à mars 1985, 134 000 emplois à temps partiel ont été créés pendant que 164 000 emplois à temps plein disparaissaient.

La demande d'un travail à temps partiel apparaît dans les statistiques de l'INSEE comme le fruit d'une pression, celle de la durée du chômage. Plus il dure, plus les formules de demande d'un travail à temps partiel se remplissent dans les bureaux des ANPE.

Au départ du chômage, 14 à 15 % des femmes demandent un temps partiel. En revanche, les jeunes et notamment les jeunes femmes de moins de vingt-cinq ans, marquées par l'immobilité du marché du travail, remplissent majoritairement dès leur première inscription une déclaration de disponibilité à prendre un temps partiel.

Le nombre de chômeurs stagne en nombre absolu. Devant ce constat, deux précisions sont apportées. La frontière entre chômeurs et actifs devient plus floue à mesure que se répandent les formes d'emploi précaire. La seconde remarque consiste à rappeler que la définition utilisée pour qualifier une personne de chômeur se réfère aux normes internationales et aux statistiques de l'ANPE, ce qui ne recouvre pas l'ensemble des chômeurs.

L'étude indique que 1 275 000 chômeuses et

1 154 000 chômeurs étaient recensés en mars 1985, pour une population active de 23 748 000. La progression du nombre de chômeurs (+ 11,8 %) est supérieure à celle des chômeuses (+ 5,2 %).

Fait particulièrement significatif du blocage des accès au marché du travail pour les jeunes, leur progression dans les statistiques du chômage entre les dates de l'étude : les chômeurs de moins de vingt-cinq ans s'accroissent de 24,5 %, les chômeuses du même âge de 30,5 %. Apparaît donc une catégorie de jeunes rejetés, oubliés par le marché du travail, auquel ils n'auront que très difficilement accès, d'autant que la sélection liquide impitoyablement les moins diplômés.

Le chômage s'attaque dorénavant à ce qu'il est convenu d'appeler le noyau dur, la tranche d'âge des vingt-cinq-quarante-neuf ans, et singulièrement les ouvriers. Dans cette tranche d'âge, 140 000 chômeurs de plus sont apparus, c'est-à-dire 7,7 % de plus. Or, 106 000 de ces 140 000 viennent des rangs ouvriers. Ils vont grossir les 951 000 chômeurs ouvriers, qui représentent 42 % du chômage.

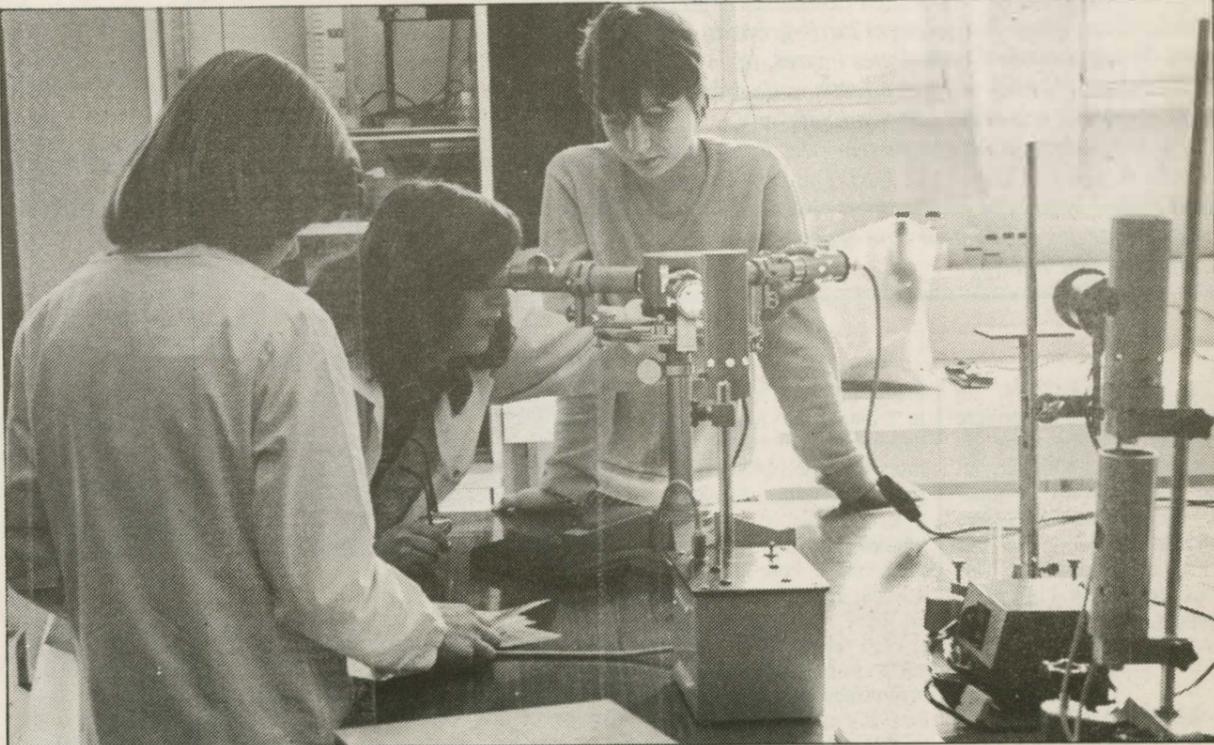
Les effets du chômage

L'effet du chômage consiste à obliger les demandeurs à accepter n'importe quel travail. On l'a vu, n'importe quoi, pour les femmes, c'est le temps partiel. Pour les hommes, ce sont les contrats à durée déterminée.

Les contrats à durée déterminée ont augmenté de 23 % en un an. Parmi les hommes, ceux-ci passent de 126 000 à 179 000, alors que l'augmentation du nombre de ces contrats pour les femmes est faible, de 130 000 à 131 000.

45 % de ces contrats concernent des hommes de moins de vingt-cinq ans, et les contrats à durée déterminée affectant les ouvriers passent de 39 à 45 % du total.

Point d'orgue de l'étude, la mise en évidence d'une résignation des chômeurs devant la disponibilité nécessaire à accepter n'importe quel travail. En 1984, ils étaient 301 000 à se déclarer prêts à prendre n'importe quel emploi. Un an plus tard, ils sont 416 000, et parmi eux un cinquième de jeunes de



moins de vingt-cinq ans.

Ainsi, la flexibilité ne saurait se résumer à la lettre de la loi Fabius, qui menace de sombrer dans les oubliettes.

Aux signatures de contrats d'entreprise, enfreignant la législation en vigueur, s'ajoute la pression du chômage sur les demandeurs

d'emploi, acculés à se rendre disponibles pour n'importe quel emploi, qu'il soit à temps partiel ou sous forme de contrat à durée détermi-

née. Le chômage représente une arme patronale dans la voie de la progression de la flexibilité.

Jean Lantier

Editorial des feuilles d'entreprises

Disneyland : les patrons de choc made in USA arrivent

Dans deux ans, à Marne-la-Vallée, il y aura un Disneyland pour Européens. Notre oncle d'Amérique à tous, Walt Disney, arrive avec ses dollars. Des milliers d'emplois vont être créés dans ce vaste Lunapark à l'échelle du vieux continent.

Oui, mais voilà : les patrons de Mickey et Donald sont des patrons de choc made in USA. Refilant au gouvernement l'ensemble de l'infrastructure, routes et RER en tête, les Yankees vendeurs de cartoons grandeur nature parachutent une méthode patronale fondée sur... la flexibilité !

Disneyland ou Flexiland ?

Le P-DG de Disney-Productions veut obtenir « la flexibilité opérationnelle nécessaire au succès de l'euro-Disneyland ». Et d'abord, il insiste pour dire que « les coûts salariaux constituent la majeure partie de nos coûts opérationnels ». Donc, débroyez-moi cette législation française, ce vieux truc qui s'appelle Code du travail. Et le voilà, ce cher successeur de Walt Disney, énumérant les « points de conflit » avec ledit Code du travail.

D'abord, pas de contrat de travail pour les employés de Disneyland-Marne-la-Vallée. Une simple « lettre d'embauche » couvrira « les termes et conditions de l'emploi de manière plus large et moins restrictive ». Ben voyons...

Ensuite, « nous demandons la flexibilité consistant à passer sans accord préalable et écrit avec les salariés, selon les périodes de l'année, du temps partiel au temps plein et vice versa pour répondre aux variations de la fréquentation ». Le libéralisme flexible de chez Reagan à notre portée, quel rêve !

Ce n'est pas tout, et Disneyland vire au cauchemar social : les horaires « varieront de semaine en semaine » parce qu'ils « ne peuvent pas être programmés de façon uniforme sur une période de cinq jours par semaine ».

Quand Mickey nous prend pour des c...

Et ça continue chez Disney : la durée maximale de 46 heures hebdomadaires étant jugée trop courte, ainsi que trop contraignante l'obligation d'accorder des repos compensateurs au-delà de 42 heures, plus de limites, pas de 1^{er} Mai, et interdiction de prendre ses congés entre le 1^{er} juin et le 31 octobre.

Même à Talbot-Simca, quand régnait la CFT-CSL, ils n'osaient pas...

Enfin, un système serait mis au point pour ne payer, en cas de licenciement, que les heures effectuées et un autre permettant d'éviter aux employés de « venir les jours de mauvais temps » et de n'être ainsi pas payés.

Les extraits sont tirés d'une lettre du P-DG de Disney au gouvernement Fabius. Il y aurait, selon certaines rumeurs, comme un terrain d'entente.

Les milliers d'emplois qui seront, espérons-le, créés, feront-ils figure de Waterloo social en matière de flexibilité ? L'oncle Picsou, le milliardaire radin célèbre, semble être la mascotte de la multinationale Disney. Brrr !

Au fait, le Stroumpfland en Lorraine, ça devient quoi ?

PTT

Sécurité et action de classe

Un meurtre, celui d'un agent PTT, relevant les caisses des cabines téléphoniques, suscite l'action revendicative. Mieux encore, l'action amène les agents PTT à constituer un organisme de grève, qui ressemble fort à un comité de grève... La sécurité, thème hautement sensible, produit aux PTT une action de classe. A suivre attentivement !

Mercredi 11 décembre, matin : le personnel s'agglutine silencieusement devant l'entrée du central téléphonique Philippe Auguste, dans le 12^e arrondissement de Paris. La veille, l'un d'entre eux, Jean-Michel Labaye, fut as-

supprime des emplois. Jusqu'à ce meurtre, la possibilité de travailler en « binôme » (à deux) était proscrite par la réglementation aveugle. Alors, les discours le jour des obsèques... Bien entendu, la seule

Pendant plusieurs jours, les grèves, les débrayages de solidarité, les rassemblements et audiences au ministère, donnant lieu à des manifestations, se sont succédés. Au bout d'une semaine, face à l'intransigeance du ministère, toutes les conditions étaient réunies pour que ce mouvement se termine par un nouvel échec dans la division et la démoralisation. Mercredi 18, le mouvement s'éparpillait entre le ministère, l'Assemblée nationale, la bourse du travail, et les centraux d'arrondissement. Après l'accalmie, imposée par la gravité du meurtre, l'infamie logique de la division syndi-

grévistes du centre décident d'appeler tous les monteuses à une réunion à la Bourse du travail de Paris. Alors qu'aucun d'entre eux n'est syndiqué, ils reçoivent le soutien de la CFDT et de FO. Les responsables CGT marquent immédiatement leur hostilité, dénonçant la manœuvre de la LCR, la magouille de la CFDT. Il y eut même des coups de téléphone assurant que l'initiative était annulée et que les grévistes du centre se ralliaient à la manifestation CGT... Le 19, l'assemblée regroupait quatre-vingt monteuses de treize centres qui représentent la direction du mouvement.



Déjà en 1978, une grève unitaire pour la sécurité, après l'assassinat d'un postier

assiné alors qu'il relevait la caisse d'une cabine téléphonique. Les représentants de l'administration eurent beau dissuader sur la fatalité et la délinquance dans les grandes villes, cela ne passait pas.

Voilà deux ans, les PTT avaient décidé de décentraliser cette activité dans les dix-huit centraux téléphoniques parisiens, et ce dans les pires conditions. Les cinq cents « monteuses » concernés avaient massivement refusé cette nouvelle attribution, qu'ils vivaient comme une déqualification. Sur une des pétitions de cette année-là figurait précisément la signature de Jean-Michel Labaye...

Il y avait bien des grèves, largement majoritaires, mais l'administration mit en place le système à coups de sanctions. La sécurité, l'administration s'en fichait : l'austérité, le grand mot, le grand impératif, impliquait qu'on

mesure de sécurité satisfaisante, c'est la disparition du système à pièces et son remplacement par celui à carte magnétique. Mais là-aussi, l'austérité grève le budget de la mise en place de ces cabines, qui avance à pas de tortue.

L'émotion devient action

Rapidement, l'émotion et l'abattement se transforment en volonté de se battre pour qu'un tel événement ne se reproduise plus et que l'administration prenne les mesures exigées par les agents.

Le personnel exigeait que le travail de ramassage de l'argent ne soit effectué que par des volontaires, que la mise en place des cabines à cartes s'accélére, que le travail de ramassage se fasse en binôme.

cale se réinstallait.

Le 19 s'annonçait de manière caricaturale : la CGT entendait amener tout le monde à sa manifestation du 20, la CFDT s'en tenait à un habituel rassemblement devant le ministère, FO voulait continuer... à négocier à tout prix sans les autres syndicats et sans... les grévistes.

Cela ne pouvait durer.

Ils prennent leur affaire en main !

Dans le centre de Montmartre, les monteuses en eurent assez. La veille du 19, ils avaient rédigé un texte à l'intention du ministre, qui devait justement participer à une cérémonie dans leur établissement. Trois d'entre eux avaient pu à cette occasion s'entretenir directement avec Mexandeau.

Sur la base du texte, les

Dans cette assemblée, dirigée par des non-syndiqués, les grévistes peuvent enfin s'exprimer. Les syndicats également, mais sans monopoliser la parole et la direction des opérations. Une plate-forme revendicative est élaborée : les monteuses refusent d'être obligés d'effectuer le ramassage des caisses. Seul le volontariat doit exister, en attendant l'installation globale des cabines à carte. Les volontaires feront ce travail en binôme et toucheront une indemnité journalière de cinquante et un francs (comme les convoyeurs PTT...). Les syndicats reprennent alors cette plate-forme. L'unité du personnel, organisée comme il l'entend, garantit l'efficacité du mouvement.

Lundi 30 décembre, quatrième assemblée générale. A suivre...

Correspondant

LE PUY

Assassinés par la haine raciste

Deux morts, six blessés, sept orphelins. C'est le bilan d'un nouveau crime raciste qui vient d'endeuiller une famille marocaine dans la ville du Puy. Une fois de plus on connaît tous les éléments du drame car ce sont toujours les mêmes. Une famille marocaine venait de s'installer, il y a trois jours, dans son nouveau logement et organisait une petite fête pour pendre la crémaillère. Dans la même habitation, un pensionné : monsieur Mandon affirme n'avoir pu supporter le bruit. Propriétaires de trois fusils, le père et le fils deviennent en l'espace de quelques minutes des assassins. Drame du bruit et du logement, ont expliqué la préfecture et la mairie. Oui, mais la famille était marocaine et on est en droit d'imaginer un autre traitement s'il s'était agi d'une famille française.

Les antiracistes du Puy l'ont compris de tout de suite. Français et immigrés vont veiller toute la nuit auprès de la famille. Le lendemain, malgré les appels à la démobilisation du consul marocain arrivé sur les lieux, trois cents personnes se rassemblent à 10 heures du matin à l'appel de SOS-Racisme. Une mobilisation encore plus large est convoquée pour le jour suivant. Tous les syndicats ouvriers — à l'exception de FO — le PC, le PS, la LCR, le comité Amérique latine et le MRAP décident de soutenir la nouvelle manifestation convoquée par SOS-Racisme.

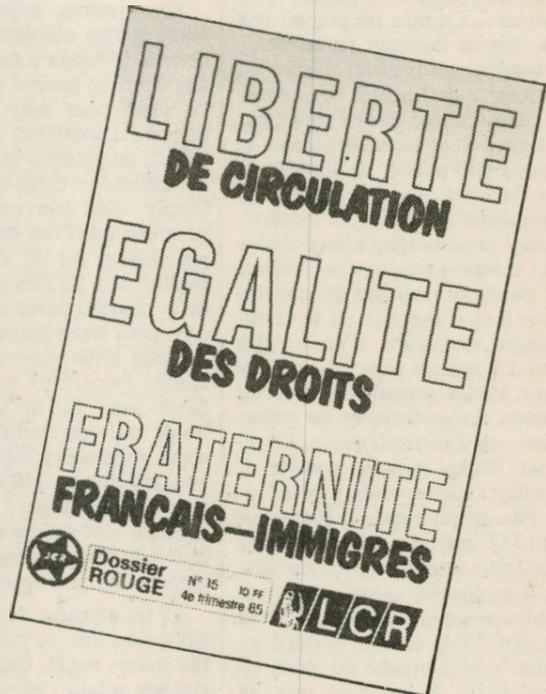
Son responsable local, Raymond Vacheron, en profite pour s'adresser tout particulièrement aux femmes immigrées pour qu'elles soient présentes à la manifestation. Le samedi plus de deux mille personnes participeront à la manifestation au coude à coude familles immigrées et antiracistes français. La ville ne compte que vingt-six mille habitants...

A juste titre, Julien Dray, responsable national de SOS-Racisme, pouvait déclarer : « Tous ceux qui jouent avec le poids des mots racistes conduisent les imbéciles à jouer avec le choc des fusils. »

Certes, monsieur Mandon n'est pas un fasciste, c'est un « Français moyen » qui n'aime pas beaucoup les Arabes et qui a entendu à longueur de journée expliquer que le chômage, les problèmes de logement, le bruit, l'insécurité c'est la faute aux immigrés. Les patrons et leur société sont lavés de tout soupçon. Pour les antiracistes du Puy, il n'est pas question d'en rester là. La société est responsable, elle doit payer.

SOS et le MRAP se sont portés partie civile pour que la famille marocaine ne soit pas lésée et que les gosses qui ont perdu leurs parents deviennent « orphelins de la France » et soient déclarés « pupilles de la nation ». Après ce crime, c'est toute une partie de la population qui se mobilise contre le racisme. Avec leurs camarades français, une grande partie de la communauté marocaine a décidé de se joindre à SOS-Racisme. De nouvelles mobilisations sont envisagées pour que toute la vérité soit faite et connue sur un massacre qui ne doit pas rester banal.

Correspondant



L'as-tu vue la comète, la comète ?

Quand Halley a commencé à s'occuper d'elle, elle avait déjà été repérée une quinzaine de fois. Et aujourd'hui, on en a répertorié plus de six cents. Et pourtant, c'est bien elle qui émeut, en cet hiver 1985-1986, la terre entière, cinq sondes pour la photographier de près ou de loin, des milliers de scientifiques dans l'hémisphère sud au printemps, pour la voir de près, elle a fait la une de tous les journaux, elle est le sujet de conversation béton pour repas de fête en famille. Dans ces situations parfois périlleuses, « Rouge » a voulu vous venir en aide, chers lecteurs : voici la comète de Halley !

Tout a commencé avec un pari, dans un bar londonien, devant quelques pintes de bière. Dans ce temps-là, il y a trois cents ans, les gens ne connaissaient pas encore les lois de la gravitation. Kepler avait énoncé trois lois sur la trajectoire des planètes, en reliant leur période de rotation autour du soleil avec leur distance au soleil.

Les gens commençaient à se douter que l'attraction du soleil sur les objets décroissait avec la distance ; ils se doutaient que cela décroissait comme l'inverse du carré de la distance... Mais ils ne savaient pas comment le démontrer. Retour dans le bar londonien : dehors la nuit et la pluie, sans étoiles, dedans de plus en plus de pintes de bière ; et pour quelques pintes de plus, Halley lance son défi. Il trouvera. Et pour cela, il part à Cambridge (lui sort d'Oxford) pour rencontrer Newton.

Newton n'avait rien publié de ses récents travaux et pourtant il avait résolu plusieurs problèmes : il avait trouvé le calcul différentiel d'un côté, les lois de l'attraction universelle de l'autre. Il arrivait donc à calculer les trajectoires des planètes à partir des lois d'attraction.

Halley trouve Newton et lui demande : « Si la force d'attraction décroît comme l'inverse du carré de la distance, quelle serait la trajectoire des planètes ? » Newton, sans hésiter, répond : « des ellipses ». Comme on pensait que les ellipses faisaient partie de la trajectoire des planètes, Halley fut convaincu de l'intérêt des calculs de Newton. Il avait de l'argent par son père qui avait été négociant en savon : il fit publier en 1686-1687 les *Principes mathématiques de la philosophie naturelle*, de Newton. Puis il ramassa toutes les données de l'époque à propos des comètes. Et parmi la vingtaine de comètes dont il était question, il se rendit compte que l'une d'entre elles avait été repérée trois fois dans les deux siècles précédents, avec les mêmes caractéristiques de trajectoire : en d'autres termes, elle revient. Halley avait sa comète. Il prédit qu'elle reviendrait en 1758. Et elle est revenue... Il était mort en 1742, mais des savants français s'étaient souvenus de ses travaux, avaient refait les calculs et avaient confirmé son arrivée pour la fin de l'année 1758 et son passage au point le plus proche du soleil en avril 1759. A un mois près, la comète était au rendez-vous.

Les gens du XVIII^e siècle avaient, pour la plupart, l'idée que l'univers était « mécanique », qu'il était réglé par des lois immuables. Seuls quelques savants développaient une notion dynamique selon laquelle l'univers avait une histoire.

La nébuleuse originelle

Aujourd'hui, on pense que tous les objets qui sont liés par gravitation à une étoile ou au soleil sont nés d'une même nébuleuse. Les nébuleuses correspondent à des points de l'espace où il y a concentration de matière sous forme de gaz, constitué à 90 % d'hydrogène, à quelques pour cent d'hélium et à moins de 1 % de tous les autres éléments, dont tous ceux dont nous sommes faits. Une partie de cette nébuleuse se contracte et au cours de cette contraction, les étoiles naissent. On a identifié par exemple, dans la nébuleuse d'Orion, des étoiles en train de naître, qui ne sont pas encore visibles, mais dont le rayonnement est perceptible dans l'infrarouge. Dans quelques milliers d'années, on pourra les voir...

La nébuleuse d'Orion qu'on voit bien en hiver (pour une fois qu'on parle de l'actualité) est un grand nuage d'hydrogène éclairé par les étoiles jeunes en son sein qui jouent le rôle de gigantesques lampadaires...

Un système solaire se crée parce qu'une nébuleuse s'est condensée, le nuage a tourné, il s'est fragmenté en général en deux étoiles (sauf pour nous, où jusqu'à preuve du contraire, on n'a qu'un soleil), en planètes et en comètes. La différence entre la planète et l'étoile, c'est leur masse et c'est pour cela que l'une brille et l'autre pas. Jupiter est un soleil raté. Si Jupiter avait été plus gros (je parle de la planète, parce que les dieux c'est pour les évêques au synode), il aurait brillé comme une petite étoile. Donc, les planètes sont faites avec de la matière plus froide que les étoiles, mais elles sont composées d'éléments qui ne ressemblent pas à la moyenne des éléments de l'espace. C'est de la faute du vent solaire qui éjecte les éléments les plus légers vers les planètes les plus lointaines.

Et les comètes dans tout cela ? Elles sont loin, le plus loin possible pour rester dans le même système solaire : elles sont situées à deux années lumière environ. A



Sa majesté Halley (la comète) dans toute sa splendeur.

trois années lumière, elles dépendraient de l'étoile la plus proche (4,5 années lumière).

Retour à Londres en 1686, dans le bar, devant les pintes de bière, le pari, la nuit dehors et Newton à Cambridge. On conçoit que Halley et Newton et quelques autres étaient intéressés par les comètes. Ça leur a permis par exemple d'appliquer la loi de gravitation, ce qui n'est pas rien.

Mais trois cents ans plus tard, que vont chercher les sondes européennes, russes, américaines ou japonaises ? La gloire, l'argent, la clef des horoscopes, un divertissement, une aliénation...

La mémoire de la Terre

A lire la presse, à écouter les radios ou à regarder la télévision actuellement, cet objectif est rem-

plé à 100 %. Il reste un autre but à ces observations : constituer la mémoire du système solaire.

Les comètes, comme elles restent très loin, se trouvent dans le voisinage du zéro absolu, là où il fait extrêmement froid, là où il n'y a pas de chimie, et très peu de physique même. Par conséquent, on suppose qu'elles restent dans un état très voisin de l'état originel, au moment de la fondation du

système solaire. Quand elles sont loin, on ne les voit pas, bien entendu. On suppose qu'il y en a une réserve de plusieurs milliers de milliards. Elles se déplacent au hasard des perturbations exercées par des étoiles voisines. Le système solaire met deux cent cinquante millions d'années à faire le tour de la galaxie. Au cours de ce « voyage », il rencontre des situations différentes, des « bras » de la galaxie où la matière est plus dense. Toutes les étoiles ne se déplacent pas à la même vitesse, les unes se rapprochent, d'autres s'éloignent. Si l'étoile la plus proche est actuellement à 4,5 années lumière, une autre est en train de se rapprocher et, d'ici quelques milliers d'années, c'est elle qui sera la plus proche.

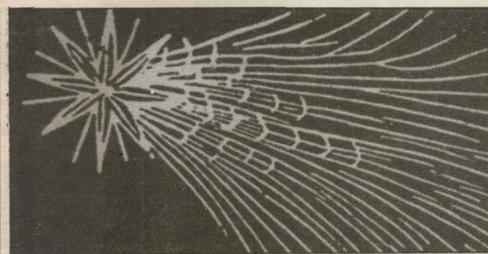
C'est ainsi que l'environnement solaire au sein de la galaxie se modifie. C'est ce qui permet aux trajectoires des comètes de changer et de se rapprocher de nous. Avec les sondes qui sont envoyées, on va pouvoir identifier le noyau de la comète, la matière inerte dont on ne peut pas récupérer de lumière. Comme cette matière est vaporisée par le soleil, on suppose qu'il s'agit d'un mélange de roches et de glace mais les clichés que les sondes doivent prendre permettront d'avoir des idées plus précises. A chaque passage, la comète perd un peu de sa masse avec ces « vaporsations ». Sa trajectoire est modifiée et elle est moins brillante. Sa durée de vie est brève.

Mais même avec une vie brève, la comète peut par exemple tomber sur une planète, comme la Terre. Que se passe-t-il dans ce cas ? Avouez que la question n'est pas inintéressante. Il semble qu'en 1908, en Sibérie, un bolide soit passé dans le ciel et sans qu'on ait trouvé de traces de matière météoritique, la forêt a été dévastée sur des dizaines de kilomètres. On pense que c'était une comète composée d'une matière si peu dense qu'elle se volatilise. Mais certains pensent qu'il y a soixante-cinq millions d'années, c'était aussi une comète qui était à l'origine de la disparition des dinosaures... Non, vous ne rêvez pas, Rouge n'est pas devenu un hebdomadaire satirique, mes informateurs au cours de cette enquête ont tenu à me brancher sur les dinosaures. Lisez plutôt !

Exit les dinosaures

Il y a plus d'espèces qui ont vécu que ce qu'il en existe à l'heure actuelle. Dans l'histoire des espèces, la règle est la disparition. Il y a des périodes de disparition massive, des « pics » comme il y a deux cent cinquante millions d'années avec la disparition de 90 % des espèces, ou bien il y a soixante-cinq millions d'années avec 50 % de disparus, dont tous les animaux de plus de cinquante kilogrammes, sauf les tortues et les crocodiles. Les dinosaures exit. Et enfin le dernier pic se situe il y a trente-huit millions d'années aussi. Bref, ce sont des événements dramatiques.

A la fin des années soixante-dix, c'est-à-dire il y a sept-huit ans



(on revient à l'actualité ou presque), une équipe de Berkeley s'est prise de passion pour cet événement dramatique d'il y a soixante-cinq millions d'années, c'est-à-dire à la fin de l'ère secondaire et au début de l'ère tertiaire. Et ils ont trouvé une mince couche d'argile tout autour de la terre, entre les couches géologiques du secondaire et celles du tertiaire. Cette couche est anormale : elle contient une grande proportion d'iridium, et l'abondance des fossiles en dessous et au-dessus est très différente. A la fin de l'ère secondaire, on trouve énormément de fossiles d'une très grande variété, puis il y a cette couche d'argile, et enfin au début de l'ère tertiaire, les fossiles sont bien plus petits et beaucoup moins diversifiés. On a la trace visible d'une catastrophe.

L'équipe de Berkeley a cherché à savoir combien de temps il avait fallu pour que cette couche d'argile se dépose. Comme l'essentiel de l'iridium associé au fer a sombré au centre de la Terre au moment de la formation de la planète, l'iridium qu'on peut trouver dans la couche terrestre en quantité très faible provient de poussières météoritiques qui tombent à la surface de la Terre, à raison de dix mille tonnes par an environ, à un rythme constant. Or on a trouvé dans cette fameuse couche d'argile beaucoup trop d'iridium.

Pour expliquer cette anomalie, le scénario le moins invraisemblable qui a été adopté est le suivant : l'iridium proviendrait d'une comète qui aurait « heurté » la Terre. Avec dix kilomètres de diamètre et une vitesse de cinquante kilomètres seconde, le choc produit est dix mille fois plus puissant que toutes les bombes atomiques actuelles. L'énergie dégagée crée une turbulence, un courant d'air planétaire et une poussière gigantesque qui ressemble aux nuages de cendre des éruptions volcaniques. En quelques semaines ce nuage se répartit autour de la Terre et la poussière retombe en quelques mois. Entre temps, il fait nuit, le rayonnement solaire ne passe plus, la température chute de vingt à trente degrés. Ce froid soudain produit la catastrophe biologique (la photosynthèse s'arrête, le plancton meurt, etc.).

L'élaboration de ce scénario a déclenché d'énormes polémiques. Les géologues, par exemple, n'ont pas besoin de l'iridium pour expliquer la disparition des dinosaures : à la fin du secondaire, il y eut

une période de régression marine, vraisemblablement liée à une glaciation (si les glaces s'accumulent aux pôles, il faut bien que l'eau vienne de quelque part). Donc le climat a changé car il y a davantage de continents (plus froid l'hiver, plus chaud l'été), les mers peu profondes deviennent des continents, les poissons de ces mers ont disparu, etc. En plus, tous les continents ont bougé, ce qui n'a pas pu être sans conséquences sur les espèces. Bref, il y a des tas de façons « terrestres » d'expliquer la disparition des dinosaures...

Le compagnon du soleil

Alors, les comètes, un bluff ? C'est alors que rentre en scène l'équipe de Chicago, il y a trois ans (à la pointe de l'actualité, presque de la science-fiction !) : les chercheurs de Chicago ont mis en évidence sur les deux cent cinquante derniers millions d'années (depuis la fin de l'ère primaire) une périodicité des fameux « pics » de vingt-six à vingt-huit millions d'années. Ils ont recherché un phénomène qui aurait une périodicité de ce genre pour trouver une explication. Sur la Terre, ce n'est pas possible : les périodes de glaciation par exemple oscillent de quinze mille ans à cent mille ans.

Il faut donc chercher un phénomène à l'échelle galactique : la rotation de l'ensemble du système solaire autour de la galaxie dure deux cent cinquante millions d'années, c'est trop. Mais dans sa rotation, le soleil a un mouvement vertical avec une période d'environ trente millions d'années. Autre idée : peut-être que le soleil n'est pas une étoile isolée, mais qu'il a un compagnon ! Ils tourneraient l'un autour de l'autre, et de temps en temps, le compagnon s'éloignerait, puis il se rapprocherait, puis il s'éloignerait à nouveau... Dans les deux cas de figure, si la périodicité correspond à vingt-six-vingt-huit millions d'années, la perturbation gravitationnelle enregistrée viendrait décaler le nuage de comètes situé à deux années lumière et une pluie de comètes serait déclenchée un peu partout, en particulier en direction du système solaire interne, là où se trouvent les planètes. Bien sûr, cette chose est, elle aussi, très controversée... Mais des gens actuellement recherchent le compagnon du soleil et étudient tous les « candidats » possibles : il ne faut pas que ce soit une étoile trop brillante, sinon on l'aurait déjà vue, mais on voudrait la voir quand même. On suppose qu'elle est un peu brillante, rouge par conséquent, petite (un dixième de la masse du soleil, à peine plus grosse que Jupiter), vieille de 4,5 milliards d'années, et enfin il faut qu'elle revienne tous les vingt-six à vingt-huit millions d'années. S'ils la trouvaient, ce serait extraordinaire... L'astronomie serait d'abord l'observation des fossiles. Le monde à l'envers.

Natacha Brink

1. L'existence de ces événements dramatiques a tellement frappé les gens qu'elle est à la base de la nomenclature des couches géologiques. Ce qui caractérise les couches sédimentaires, ce sont les fossiles qu'elles contiennent.

Newton et Halley (de gauche à droite). L'un a beaucoup aidé l'autre pour lui permettre d'imprimer son nom sur la comète.



La dernière mode

Avez-vous vu ? Pas encore ? Mais vous vous y préparez, non ? Comment ça, de qui je parle ? Mais de la comète de Halley voyons ! Pensez donc, dans la nuit du 13 au 14 mars ce sera l'apothéose : l'inauguration de la Cité des sciences à la Villette où deux mille cinq cents privilégiés, le tout Paris branché, viendra suivre, à quelques jours des élections, en direct, les images transmises par la sonde européenne Giotto qui frôlera la comète.

D'un côté, le développement des techniques d'exploitation qui permettent d'analyser des phénomènes dans l'espace comme sur la Terre, de l'autre, des opérations médiatiques, de marketing, où on vend de la comète. Quand je dis vendre de la comète ne croyez pas que ce soit une façon de parler. La plupart des hebdomadaires y vont de leur dossier, *Libération* publie un supplément en couleur et fait fabriquer des tee-shirts, une douzaine de livres arrivent sur le marché, plus ou moins gros, plus ou moins scientifiques. Aux Etats-Unis, paradis du capitalisme, un homme d'affaires nommé Owen Ryan a fait très fort : son agence de publicité a déposé un logo de « représentant officiel de la comète de Halley » : huit millions de dollars de bénéfices escomptés pour trois cent cinquante mille investis.

Qu'est-ce donc qui fait courir après la comète, au-delà de la curiosité qui est le degré initial de la remontée obscurantiste ? A l'occasion du phénomène, il s'agit de ressusciter une série de fantasmes, d'obscurcir dans cette période de crise les valeurs rationalistes déjà malmenées. L'engouement n'est pas le même que celui qui faisait se demander s'il existait une vie sur une autre planète quand l'homme a marché sur la Lune ou quand une sonde a exploré Mars. Le passage de la comète est identifié à un certain nombre de croyances, de superstitions et de charlatanisme : la comète serait responsable de catastrophes et plus encore, d'événements historiques. Sa venue éclairerait ainsi les grandes dates historiques comme l'assassinat d'Henri IV. Pas de doute, le message est clair : c'est la marche de la comète qui fait l'histoire et non les hommes, la lutte des classes et autres fariboles marxistes.

Les explications de Marx seraient ainsi à jeter au panier au bénéfice de la bonne vieille croyance des Gaulois qui craignaient que le ciel ne leur tombe sur la tête. Alors rétro ou pas, laissons à ceux qui se revendiquent des Gaulois, leurs croyances pseudo-populaires, même vêtues à la dernière mode.

Jean-Jacques Laredo

SYNODE DES EVEQUES

Unité, conflits, défis

« Cathos de gauche », le qualificatif éveille souvent chez nous le sourire dubitatif et un brin moqueur. En guise de jugement, cela reste plutôt court. Nous avons choisi de faire le point sur l'Eglise, les conflits qui la traversent, les problèmes auxquels elle se confronte et les réponses qu'elle y apporte au lendemain du synode. Celui-ci tenait lieu en quelque sorte de bilan de vingt ans d'application du Concile Vatican II. Bernard Stephan, journaliste à « Témoignage chrétien », envoyé spécial au synode, s'est largement prêté au jeu des questions-réponses. Nous l'en remercions. Il ne s'agissait pas pour nous, précisons-le, d'entamer la polémique entre l'athée et le croyant. Mais bien de prendre la mesure de ce qu'est l'Eglise aujourd'hui, de saisir pour nos lecteurs ce que peuvent penser les chrétiens que nous côtoyons dans bien des engagements militants : contre le racisme, l'apartheid, ou dans la défense du Nicaragua. Ce souci ne nous semble pas superflu à l'heure où plus de la majorité des Français (60 % des jeunes) se déclare croyante.

des évêques présents au synode, venait, ne l'oublions pas, du tiers monde.

□ Jusqu'à quel point ces démarches peuvent-elles se concilier au sein d'une même institution ? Prenons un exemple précis : le Nicaragua. L'évêque Obando y Bravo, récemment promu cardinal, célèbre sa première messe de retour du Vatican devant les contras, tandis que le père Miguel d'Escoto, ministre du gouvernement sandiniste, entreprend une grève de la faim contre l'intervention nord-américaine qui soutient les contras. La divergence s'illustre dans deux camps en conflit armé !

C'est vrai. Il est relativement difficile d'envisager une communion possible entre



ces deux attitudes, entre ces deux engagements. Je ne dis pas que l'évolution de l'Eglise est irréversible, mais le Concile Vatican II a déclenché un

processus difficile à arrêter. La question majeure au fond est celle-ci : est-ce que l'Eglise accepte l'histoire ? Sachant qu'il y a quelque

chose à faire sur cette planète, le rapport des chrétiens à leur foi doit permettre avant tout de dynamiser des mouvements historiques. C'est cette démarche qui explique l'engagement de l'Eglise dans nombre de pays aujourd'hui, en Amérique latine ou en Afrique du Sud contre l'apartheid.

□ Mais la démarche peut mener loin... S'il s'agit de rechercher le « bonheur » sur terre, au lieu de s'en remettre à un hypothétique « au-delà », l'Eglise perd tout de même une bonne part de sa spécificité. Pour ne pas parler de son rôle, que Marx comparait à « l'opium du peuple ». Où cela peut-il vous mener ?

On est incapable de dire au-



□ On a parlé de « recentrage » à l'issue du synode. Le terme, souvent utilisé en politique, donne l'impression d'une distance égale entre gauche et droite. Il sert souvent en fait à voiler une « réaction » sous des prétextes divers. Qu'en est-il en ce qui concerne l'Eglise ?

Il est difficile de dire qui a gagné. Deux décisions ont été prises. Un catéchisme du Concile doit être rédigé. On ne sait guère l'équilibre qu'il reflètera. Reste que la conception pyramidale de l'institution réapparaît. L'enseignement rédigé par les prélats risque de se substituer au dialogue, à l'échange entre eux et les laïcs engagés dans nombre de mouvements sociaux, syndicats, associations, dans les différents pays de la planète.

Il a été décidé ensuite de revoir le statut des conférences épiscopales, sans que l'on sache dans quel sens ira cette révision. Mais il y a tout lieu de croire qu'elle relativisera leur rôle. Rome accroîtrait dans le même mouvement son contrôle direct sur les évêques. Il s'agit, en fait, de limiter toute réflexion collective, dans un contexte précis, opposant ainsi l'unité à la diversité.

Le ton, enfin, du message final du synode est significatif. Il prend en compte certains « défis » humains. Mais, comme le remarque un théologien, c'est là une attitude de « défiance » vis-à-vis du monde. C'est l'inverse d'une démarche positive à l'égard des problèmes contemporains, d'une volonté de les résoudre, de lier l'histoire et l'espérance. Le tout, dans le cadre de la crise idéologique, donne l'impression que l'Eglise cherche à retrouver son rôle prédominant sur la société, à maîtriser les mouvements de société, à dominer les rapports sociaux, elle

choisit la réforme des cœurs plutôt que celle des structures. C'est l'esprit de « nouvelle chrétienté » : Dieu est un besoin pour supporter les crises tandis que les hommes auraient épuisé leur potentiel de progrès.

□ C'est donc un recentrage en bonne et due forme ?

Je dirais : oui, mais... Car le synode a aussi ses contradictions. Le premier message rédigé par Monseigneur Lustiger, représentant typique de cette « nouvelle chrétienté », a été repoussé avec une vigueur impressionnante par les évêques canadiens et certains évêques latino-américains, par exemple. Si l'on peut parler de recentrage à court terme, il me semble, par contre, impossible à long terme d'arrêter un Concile en marche. Et de ce point de vue, vingt ans ne suffisent pas à juger des effets de Vatican II. La diversification des Eglises va se poursuivre. Leur engagement dans la lutte contre les injustices au Brésil ou en Afrique du Sud, entre autres, s'accroît. La majorité

Lexique

Synode : assemblée des évêques délégués des conférences épiscopales qui rassemblent pour leur part les évêques d'un pays ou ensemble de pays. La pratique des synodes s'était perdue depuis l'origine de l'Eglise devant l'accroissement de la puissance pontificale. Elle a été réactivée par Vatican II. Depuis 1969, un synode est convoqué tous les trois ans.

Inculturation de la foi : enracinement de la foi dans la culture, l'histoire d'un pays donné.

Une Eglise de moins en moins romaine

Difficile de comprendre les conflits qui traversent aujourd'hui l'Eglise, sans revenir sur les débats qui ont inauguré le Concile Vatican II ! Ce Concile s'est tenu il y a vingt ans. Pour les chrétiens, cette date fait référence.

L'Eglise se définissait comme société dominant le monde : les mutations sociales du xx^e siècle, de sa seconde moitié en particulier, la plaçaient pourtant en décalage complet avec celui-ci. Vatican II, estime Bernard Stephan, est « d'abord le moment où l'Eglise a redéfini sa place par rapport à la société ». Avant, c'était la toute-puissance des dogmes, l'Eglise ne se laissait jamais « interpellée par l'histoire ».

Cette fois, elle doit la prendre en compte. La démarche de Vatican II ouvre évidemment la voie à des interprétations différentes du Concile, de la part de chrétiens plus ou moins engagés. L'Eglise réfracte en son sein les mouvements, les évolutions de l'histoire et des sociétés. Des conflits naissent, « nous allons évidemment y revenir », souligne notre interlocuteur.

« Mais, insiste-t-il, l'Eglise s'est également redéfinie, lors de Vatican II, comme « peuple de Dieu ». C'est encore un changement profond. Il y avait auparavant, une conception pyramidale de l'institution. Le pape était « la première pierre ». Les cardinaux et les évêques venaient ensuite, les fidèles enfin, étaient là pour « entendre l'enseignement qu'on leur révélait ».

A partir de Vatican II, cette conception se transforme. L'institution s'horizontalise. Les laïcs revendiquent leur droit de « dire leur mot » sur toutes les décisions de la hiérarchie.

Vatican II, enfin, conclut Bernard Stephan, donne un nouvel élan à la recherche de « l'unité » dans les différents cultes des différentes Eglises.

Bref ! La Terre tourne, le monde change, l'Eglise se mettrait-elle en mouvement ? La géographie, dira-t-on de façon simpliste, semble peser en effet de façon croissante sur la cité papale. « Depuis Vatican II, remarque notre interlocuteur, l'Eglise devient de moins en moins romaine, de moins en moins occidentale. » On assiste, depuis vingt ans, à la naissance d'Eglises qui se situent dans des cultures, dans des perspectives historiques et dans des mouvements de libération propres à leurs pays. Le résultat est « très différent de la problématique occidentale de la chrétienté telle qu'on l'a connue en Europe ». Cela crée des expressions très diverses de la foi. Certains disent : « Attention, n'allons pas trop loin dans la diversité, l'Eglise risque d'y perdre son unité et son identité. » D'autres répondent : « Au con-

traire, plus l'Eglise aura plongé ses racines dans les cultures de ceux auxquels elle « se propose » et plus on ira vers une unité réelle, authentique, qui ne sera pas uniforme. » Voilà, en gros et en résumé les termes du débat, précise Bernard Stephan, et la source d'analyses différentes dans l'Eglise à l'égard de la place du Vatican.

Beaucoup d'épiscopats regrettent en effet que Rome joue, dans ce cadre, aujourd'hui, beaucoup plus le rôle d'un gendarme que d'un « animateur favorisant la diversité de l'inculturation de la foi ». Beaucoup considèrent que bien des décisions ressortent des épiscopats et pas de Rome. Ils estiment avoir droit à leur autonomie et considèrent que Rome n'a pas à légiférer à leur place, sur ce qui les concerne au premier chef. L'ensemble produit évidemment de fortes tensions au sein de l'institution.

Ce type de débat n'a rien de particulier à l'Eglise ! Même si l'Eglise reste bien une institution particulière. « En effet, note Bernard Stephan, et cela est particulièrement intéressant : les débats de l'Eglise reflètent un peu les débats du monde aujourd'hui. » Mais n'y retrouverait-on pas également ses craintes ? Celle notamment de la perte de l'identité dans la diversité ? Ce qui peut évidemment largement inquiéter les gardiens de l'orthodoxie !

Le livre d'un prélat romain, publié à la veille du synode, fit grand bruit à ce sujet. Entretien sur la foi, du cardinal Ratzinger — préfet

de la congrégation pour la doctrine de la foi — estimait l'application du Concile Vatican II négative à tous les égards pour la vie de l'Eglise. L'Eglise avait, selon lui, copié le monde en oubliant de se définir et tendait à perdre son identité. Le prélat romain imputait à cette démarche la dérive de l'institution, la baisse des vocations...

Ces jugements déclenchèrent un tollé général dans bien des Eglises et chez de nombreux laïcs. Ceux-ci analysent, en effet, l'application de Vatican II d'un point de vue diamétralement opposé. « Ils estiment avoir retrouvé dans ce mouvement une confiance dans l'Eglise qu'ils avaient perdue auparavant. » Ils « se retrouvent » dans son évolution, diverse selon les pays, « dans son engagement croissant dans le combat pour la justice, contre les inégalités, dans son option pour les pauvres en Amérique latine, par exemple. » Les laïcs apprécient enfin leur place croissante qui ne les réduit plus au rôle de consommateurs, d'individus passifs.

Toutes ces réactions à la veille du synode firent apparaître celui-ci comme une confrontation, un affrontement entre progressistes et conservateurs, et non pas simplement comme un échange de points de vue, vingt ans après Vatican II. Le « test » ne nous est pas indifférent, à l'heure où l'Eglise est l'un des acteurs d'un monde en crise, économique certes, mais idéologique aussi !

Michel Morel



Audience générale au Vatican.

●●●
 jourd'hui ce que cela va produire. L'« opium du peuple » reste vrai dans certaines situations historiques. Mais cela ne l'est plus du tout dans nombre de pays tels ceux cités tout à l'heure. Et même dans un pays comme le nôtre, il faut aujourd'hui faire une analyse plus fine.

Ce que redécouvrent de nombreux chrétiens, en Amérique latine par exemple, est une révélation d'origine : Dieu est présent dans l'homme, incarné dans chacun d'entre eux. Ce qui donne la mesure de ce que l'homme peut réaliser, et rompt la dualité entre lui et Dieu, qui n'est pas ce grand horloger qui règle tous les mouvements du monde... Cette démarche comporte des risques, bien sûr, certains peuvent confondre la foi et le combat idéologique... et perdre la foi.

Mais cela oblige aussi à redécouvrir le vrai visage de Dieu, qui n'est pas éloigné des problèmes et des souffrances de l'homme, n'est donc pas « exclu » de ses actions. Il est difficile de dire ce que ce mouvement peut produire. Sans doute un Dieu de toutes les couleurs, et différent selon les continents ! Les chrétiens qui s'engagent aujourd'hui contre l'apartheid en Afrique du Sud, remarquait le président de la conférence épiscopale de ce pays, bien loin d'abandonner une vie spirituelle, approfondissent celle-ci. Beaucoup de croyants aujourd'hui, découvrent, me semble-t-il, que le non-engagement est aussi un péché par omission.

□ Prenons justement deux paradoxes célèbres : Walesa, de Solidarnosc, et Lula, dirigeant du Parti des travailleurs brésilien. Certains marxistes se mordent les doigts : tous deux sont chrétiens. Certains chré-

tiens s'effraient de ce que l'un comme l'autre, tous deux ouvriers qui plus est, menacent l'ordre social établi. Certains apprécient le premier et condamnent le second, ou l'inverse. Les purs et durs de chaque bord, enfin, condamnent les deux ! Du point de vue de l'Eglise, comment s'apprécie ce paradoxe ?

Il existe, certes, dans l'Eglise des chrétiens qui sont avant tout attachés à ce que celle-ci préserve l'ordre social. Mais c'est à mon avis une proportion qui ne cesse de diminuer. Ce n'est peut-être pas le cas en France d'ailleurs, bien que le jugement sur ce point soit très impressionniste. Mais l'Eglise ne peut pas — Jean-Paul II compris — ne pas tenir compte des mouve-

ments sociaux qui émergent aujourd'hui dans le monde et des aspirations sociales qu'ils portent.

□ Précisément, pourquoi dire même Jean-Paul II ? C'est tout de même le pape, autant dire le premier concerné !

Certes. Mais il est vrai que ses efforts visent avant tout à freiner le mouvement, à faire en sorte que l'Eglise soit en quelque sorte une troisième voie, une prolongation du capitalisme. Sa perspective est avant tout de maîtriser, de contrôler les mouvements sociaux. La doctrine sociale de l'Eglise représente de ce point de vue un instrument adéquat, même s'il doit être adapté. Là-dessus se greffe le dispositif théologique consis-

tant à faire avant tout de l'homme un pécheur — ce que personne ne conteste, mais... — individualisant ainsi les responsabilités, et niant du même coup l'importance des réformes de structures.

Il faut se garder, ceci dit, d'analyser cette démarche comme un retour sommaire à une « ancienne chrétienté ». De ce point de vue, il n'y a pas besoin de deux monseigneurs Lefebvre. Jean-Paul II n'est pas un chantre du libéralisme, son propos est plutôt de capter toutes les critiques du capitalisme pour opposer une alternative qui n'en est pas une.

□ Qu'en est-il à ce propos, du principe : le pape est infaillible...

Cette conception-là date du

Concile Vatican I en 1870. Vatican II l'a relativisée en insistant sur la collégialité.

□ Quelle est, plus généralement, l'appréciation des laïcs quant à la puissance matérielle que représente l'Eglise ? Puissance qui conduit parfois aux scandales. Tels ceux où les intérêts du Vatican et de banques italiennes peu recommandables, comme la banque Ambrosiano, se retrouvent mêlés ?

Il y a une crise de la représentation de l'Eglise chez les laïcs. Il y avait auparavant un attachement très fort à l'institution. On retrouvait cette réaction d'ailleurs dans bien d'autres secteurs. Aujourd'hui, l'appropriation par les croyants de leur propre foi

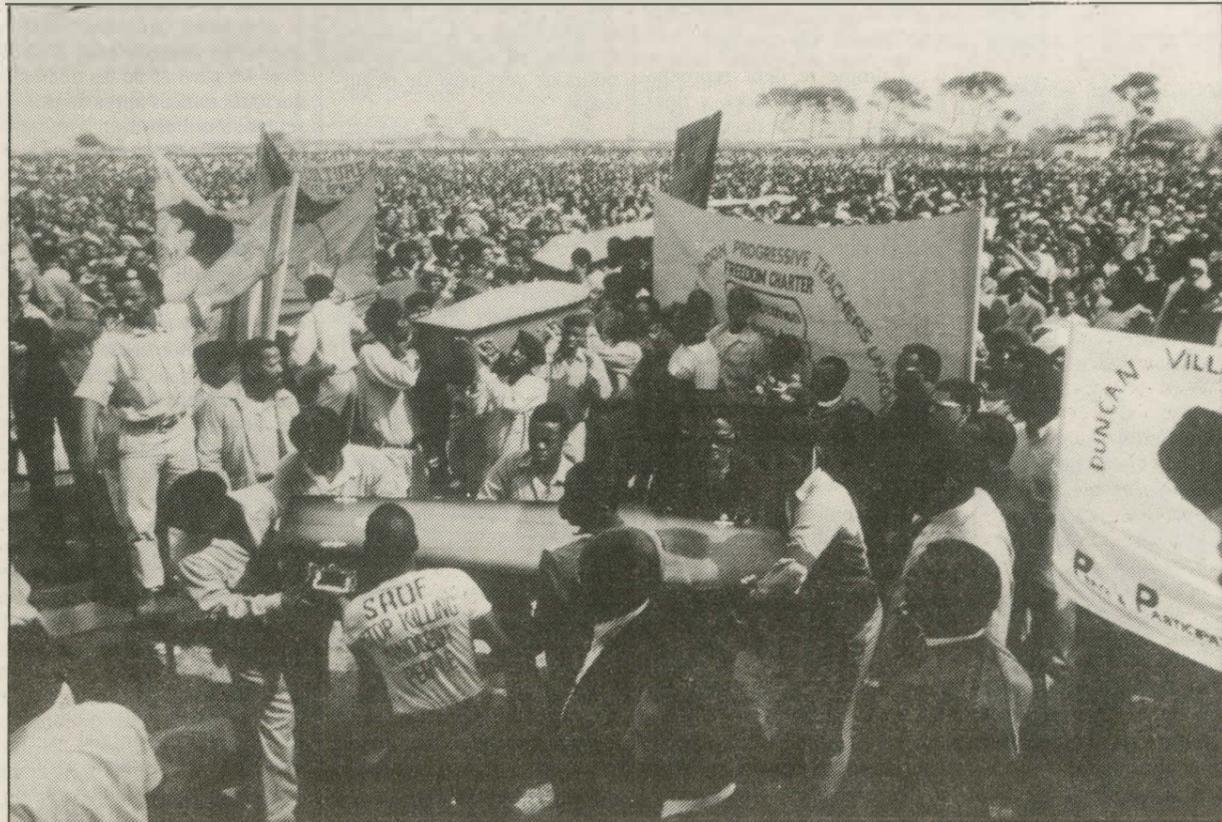
entre en conflit avec les manifestations de l'Eglise qui ne sont pas proprement évangéliques. Un scandale au Vatican les choquera donc, mais ils resteront sereins. Pour eux, l'essentiel se passe ailleurs, dans leur propre expérience de la foi. Beaucoup de chrétiens aujourd'hui, tant sur l'enseignement du pape que sur le problème de la contraception, par exemple, se situent « en réaction ». Ils n'attendent pas que la hiérarchie parle.

□ Une série de questions n'en demeurent pas moins brûlantes, non ? Que ce soit celle de l'égalité des femmes, de la contraception, de la sexualité. Elle ont visiblement été « mises de côté » par le synode.

Ces questions sont déjà « dans l'Eglise ». Elles sont en débat en permanence dans la communauté chrétienne. Il y a un mouvement qui essaie de réconcilier le plaisir et la foi, sans pour autant faire du plaisir un absolu. Il n'y a pas d'incompatibilité, incompatibilité absolue entre les deux. Il y a, de même, un mouvement de prise de responsabilités des femmes dans bien des domaines. Tout le problème est de savoir si la hiérarchie va prendre en compte ces questions à plus ou moins long terme. Ceci remet en question deux mille ans de tradition, et n'est pas indépendant du mouvement historique. Il ne faut pas se le cacher : cette transformation-là n'aura vraisemblablement pas lieu avec Jean-Paul II. Il vient d'une Eglise, en Pologne, qui ne se pose pas ces questions. Même si le taux d'avortement dans ce pays, d'ailleurs, est l'un des plus élevés qui soit. De ce point de vue, Paul VI, était évidemment un pape plus « ouvert ».

Propos recueillis par Michel Morel

« Le gouvernement sud-africain demande à Nelson Mandela de renoncer à la violence s'il veut recouvrer la liberté. Le leader de l'ANC répond fort justement qu'il faut qu'au préalable cesse la violence quotidienne des autorités de Pretoria à l'encontre des Noirs. » Président de la conférence épiscopale sud-africaine. (Photo : funérailles de dix-huit victimes de l'apartheid).



INTERVIEW DU COMITE DE SOUTIEN A LA LIGUE ALGERIENNE DES DROITS DE L'HOMME

La soif de démocratie

La Cour de sûreté de l'Etat algérienne vient de condamner vingt-deux des vingt-trois accusés, membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme ou de l'Association des enfants de martyrs, à des peines allant de six à trois ans de prison ferme. Après ce lourd verdict contre des inculpés dont le tort est d'aspirer à la défense des droits démocratiques, nous avons rencontré Hamid Rechidi, secrétaire général du comité de soutien à la LADH¹.

□ Pouvez-vous nous retracer l'historique de la Ligue algérienne des droits de l'homme ?

La LADH est le fruit d'un regroupement de personnes venues d'horizons politiques différents. Certains membres sont d'anciens combattants de la lutte de libération nationale comme le président de la LADH, M^e Abdennour Ali Yahya qui fut l'un des fondateurs de la centrale syndicale algérienne (UGTA). Emprisonné durant la lutte pour l'indépendance, il démissionnera de son poste de ministre avec éclat sous la présidence de Boumediène.

A ses côtés, on retrouve aussi bien des militants du mouvement culturel berbère que des personnes de différentes sensibilités qui vont des libéraux à l'extrême gauche. En mars-avril 1985 ont eu lieu des contacts et des réunions préparatoires qui ont abouti en juin à la constitution de la LADH.

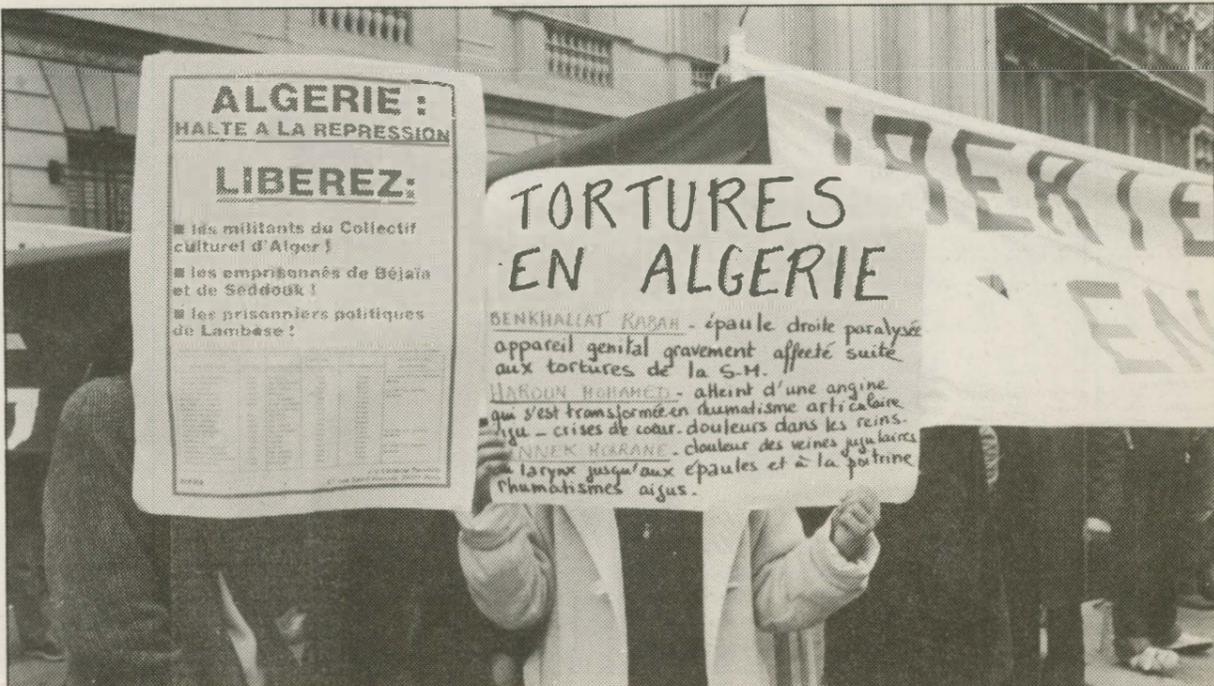
Après cette assemblée générale, les statuts ont été déposés à la préfecture d'Alger ce même mois de juin conformément à la Constitution et à la loi sur les associations. Cependant, le gou-

vernement a fait attendre son agrément.

□ Lors du procès qui vient de se tenir devant la Cour de sûreté de l'Etat ont également été jugés des membres de l'Association des enfants de martyrs. Quels sont les rapports entre cette association et la LADH ?

L'Association des enfants de martyrs s'est constituée parallèlement à la LADH. Devenus aujourd'hui des adultes, les enfants de ceux qui sont tombés durant la guerre de libération nationale se posent beaucoup de questions sur cette guerre et sur leurs parents. Certains comme le fils du colonel Amirouche ou comme celui d'Abbane Ramdane dont on reconnaît aujourd'hui qu'il a été assassiné par une des fractions du FLN, ont exigé de connaître la vérité et n'ont pas voulu laisser le monopole de l'histoire de la lutte de libération nationale au gouvernement.

Ils ont décidé de déposer des gerbes sur la tombe de leurs parents indépendamment des cérémonies officielles. A plusieurs reprises, certains ont été interpellés puis relâchés. Mais le 5 juillet



Manifestation contre la répression devant l'ambassade algérienne à Paris en 1981.

dernier, jour de la fête nationale, lorsque dans six départements les enfants de martyrs ont voulu honorer leurs parents de façon autonome, la police est intervenue avec brutalité et les a arrêtés.

Lorsque les délais de garde à vue ont été dépassés sans qu'il y ait d'inculpation, M^e Abdennour Ali Yahya, en tant que président de la LADH, a envoyé un télégramme au président de la République lui demandant des explications sur ces arrestations et les maintiens en détention sans inculpation. Le lendemain, M^e Ali Yahya était arrêté et à sa suite, d'autres responsables de la LADH, soit près d'un quart des membres de son comité directeur. En 1983 déjà, M^e Ali Yahya avait été arrêté pour son action en faveur des droits démocratiques avec quatre-vingt-dix personnes, mais la solidarité en Algérie et internationalement lui avait fait obtenir un non-lieu.

Comme le délit reproché par le gouvernement a finalement été celui de constitution d'association sans agrément du gouvernement pour les deux organisations « selon un plan prémédité » d'après le procureur, les accusés de la LADH et de l'Association des enfants de martyrs ont été jugés ensemble.

□ Dans un premier temps, l'accusation a été celle d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Comment interpréter cette évolution du gouvernement algérien ?

La première remarque à ce sujet est que s'il n'y avait plus d'atteinte à la sûreté de l'Etat, on ne voit pas pourquoi les inculpés ont été jugés par la Cour de sûreté de l'Etat.

Dans cette affaire, il ne faut pas oublier le contexte où, depuis quelque temps, apparaissent des manifestations d'opposition, où des anciens responsables du FLN soulèvent la question des droits

démocratiques. L'élargissement du Front de l'opposition sur cette question inquiète le régime. Il est symbolique que l'un des fondateurs de la LADH, Ali Redaïne, lui-même enfant de martyr, ait commencé devant la Cour de sûreté de l'Etat en disant : « Je vous remercie de me donner la parole, monsieur le président, j'attendais de la prendre depuis vingt-quatre ans ! »

Il faut comprendre que l'aspiration démocratique qui se manifeste aujourd'hui s'oppose au régime de parti unique, régime dont la nature antidémocratique est apparue encore plus clairement avec le coup d'Etat de Boumediène en 1965. Le peuple algérien n'a pas voix au chapitre puisque tout se décide dans le cadre du FLN. De plus, l'ouverture qui s'est opérée sur le plan économique, en faveur de l'investissement privé, n'a pas été accompagnée d'une ouverture politique vers plus de démocratie.

Or, cette soif de démocratie a rencontré la montée de la revendication berbère sur le plan culturel et politique, et aussi l'explosion de la jeunesse qui ne se satisfait pas du cadre actuel. Ce mécontentement face au régime prend parfois des formes violentes, comme dans le sud, à Ghardaïa, où des émeutes ont éclaté lors de la remise à leurs anciens propriétaires de terres distribuées aux paysans lors de la réforme agraire. Huit cents personnes ont été arrêtées à la suite de ces événements.

C'est dans ce contexte global que le régime a accueilli la naissance de la LADH comme un regroupement large de gens venus d'horizons différents, unis autour d'aspirations démocratiques, ce qui constitue à ses yeux une menace. Le régime a cherché à discréditer

la LADH en l'accusant de n'être qu'un mouvement berbère, donc cherchant à rompre l'unité nationale et également de n'être qu'un parti d'opposition se cachant sous ce nom, comme l'a déclaré le président Chadli devant le congrès du FLN. Ces arguments ont trouvé un certain crédit auprès de gens qui ont commencé à demander qui était derrière la LADH, mêlée, selon le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat, à un complot avec les benbellistes et les musulmans fondamentalistes.

En jugeant nos camarades, le gouvernement a fait le procès des droits de l'homme et de la liberté. Les accusés ont été condamnés relativement lourdement, surtout après que le principal chef d'accusation ait été abandonné. Cependant, ce procès est une victoire : pour la première fois depuis l'indépendance, il y a un procès politique. Jusque-là, la pratique était d'arrêter les gens et de les libérer quelques années après en présentant leur libération comme une mesure de clémence. Le gouvernement a été contraint de faire ce procès et de façon publique, en présence d'observateurs internationaux de la Fédération internationale des droits de l'homme, d'Amnesty international... Cela démontre qu'en élargissant encore plus la solidarité, nous pouvons obtenir d'autres acquis.

□ Comment s'est manifestée la solidarité au combat de la LADH ?

Dès les arrestations des membres de la LADH au début juillet, nous avons créé à Paris le Comité de soutien à la LADH. Durant tout l'été, nous avons fait circuler l'information en direction des organisations démocratiques au niveau international mais aussi en Algérie même. Nous avons tenu un meeting à Paris le 22 septembre en présence

de la Fédération internationale des droits de l'homme, de la Ligue des droits de l'homme française, l'Association internationale des juristes démocrates, Amnesty international. Les principales organisations de l'opposition algérienne nous ont apporté leur soutien. Nous avons invité l'ensemble des organisations syndicales ouvrières françaises mais seule FO est venue.

La première bataille a été celle de l'affiliation de la LADH à la Fédération internationale. Le gouvernement algérien a tout fait pour bloquer cette démarche et a même envoyé à Paris le président de l'Assemblée nationale, M. Rabah Bitat. Le bureau de la FIDH n'a pas cédé et a émis, le 2 novembre, un avis favorable à l'affiliation de la LADH qui devra être ratifiée par le prochain congrès de la FIDH. La veille, le gouvernement français interdisait le rassemblement que nous voulions organiser à l'espace des droits de l'homme du Trocadéro...

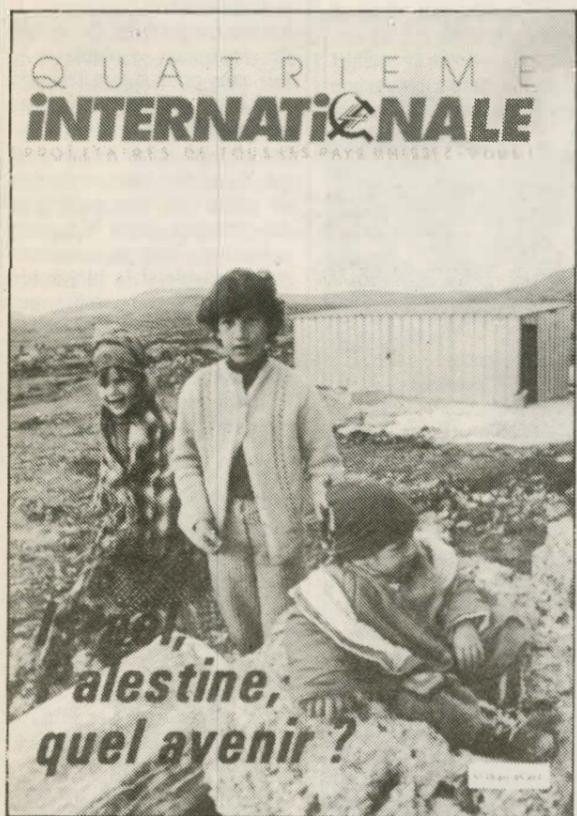
Je voudrais ajouter, car c'est à leur honneur, que nous avons retrouvé à nos côtés des Français qui s'étaient engagés aux côtés de la lutte de libération nationale du peuple algérien.

La solidarité à la LADH doit se renforcer et se concrétiser encore plus. La LADH a commencé à lever le voile et il ne faut pas s'arrêter en chemin. Déjà, dans le procès des benbellistes qui fait suite à celui de la LADH, nous avons recueilli des témoignages horribles sur les tortures subies par les détenus. Il reste donc encore beaucoup à faire.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

1. Une carte postale de solidarité a été éditée : on peut se la procurer auprès du Comité de soutien à la LADH, 37 bis, rue des Maronites, 75 020 Paris. Tél : 43 58 23 25. On peut aussi contacter le Collectif contre la répression en Algérie en téléphonant au 48 87 69 31.

VIENT DE PARAITRE



PARIS-DAKAR

Le rallye de la honte

L'année 1986 aura débuté comme les précédentes par le départ du rallye Paris-Dakar. Le battage médiatique ne suffit pas à masquer le caractère scandaleux de cette expédition en terrain conquis. Nous publions les principaux extraits d'un article du dernier numéro de la revue « Quel corps ? »¹ (n° 28-29, décembre 1985), ainsi que l'appel dont la revue est l'initiatrice.

Le « Dakar » est avant tout une entreprise colonialiste et raciste de haut de gamme. Dans le Monde du 14 janvier 1984, un lecteur écrit très justement : « Paris-Dakar, c'est le sans gêne, l'égoïsme et l'impérialisme sous couvert d'exploit sportif. En faut-il de la suffisance et de l'égoïsme pour oser traverser ainsi sans vergogne des pays qui ne sont

pas les nôtres. Imaginerait-on un instant cette horde pétaradante à travers la France durant un mois sans levées de boucliers ; pourquoi et de quel droit faire chez les autres ce qu'on ne voudrait pas chez nous ? » « A nous l'Afrique », s'est écrié Thierry Sabine avant de se lancer dans ce qu'il nomme « une très grosse affaire ». C'était en 1979, sur

la Croisette, à Nice. Depuis, tous les 1^{er} janvier, le père fondateur et sa caravane s'élancent à travers ce continent comme en pays conquis. Les populations locales font simplement partie du décor, un décor que les coureurs épuisés, bourrés de cafés et d'amphétamines traversent pied au plancher, « à fond », dans le mépris le plus total des vies humaines. « L'aventure » impose sa vitesse, sa fureur, son folklore indécent, sa pollution, sa « petite guerre » permanente et sa mort aux Africains. Régulièrement, le « raid » balise son passage de repères macabres. En 1982, une jeune malienne qui jouait sur la piste de son village est écrasée par un véhicule trop pressé. En 1984, la télévision enregistre et diffuse une scène qualifiée d'« insoutenable » et de « révoltante » par Gilles Martineau, qui la décrit ainsi : « Un corps désarticulé qui vole dans un nuage de poussière, une voiture folle qui part en tonneaux hors de la piste. Une jeune africaine de Haute-Volta reste inerte sur le sol. Son enfant est grièvement blessé. Paris-Dakar est passé. » (Le Monde du 21 janvier 1984). Il reviendra tuer l'année suivante. Le dimanche 13 janvier 1985, un enfant nigérien décède après avoir été heurté par un équipage japonais. La foule se fait menaçante. Les pilotes repartent rapidement, puis se présentent aux autorités. Une délicatesse que n'avaient pas eue, deux semaines auparavant, les concurrents qui percutèrent trois jeunes spectateurs (dont un grièvement blessé à la tête et aux jambes) près d'Orléans.

Même si, par chance, ces victimes « accidentelles » (?) étaient évitées, comment accepter que l'on puisse jouer et surenchérir constamment avec la mort et la souffrance dans des pays décimés par la misère ? En 1982, déjà, secoué par une « cascade d'accidents » (34 blessés et 3 morts), le rallye prenait pour le directeur de SOS Assistance « une tournure médicalement inquiétante ». (...) La course de 1985 fut jugée « abominable » et « impitoyable » par les observateurs. La situation alimentaire des régions parcourues était elle qualifiée de « dramatique » et de « catastrophique ». A « l'hécatombe » des concurrents faisait tristement pendant la mort lente de centaines de milliers d'Africains, à la « soif de vaincre », les silhouettes décharnées des victimes de la sécheresse. Les pays qui servent d'espace de jeu ne sont d'ailleurs pas dupes du caractère déplacé et conquérant de cette intrusion annuelle. (...)

Le Paris-Dakar est également une insulte et un défi à la pauvreté du continent afri-



cain. Les riches européens vont se donner en spectacle, étaler au soleil leur puissance et leur arrogante oisiveté. Pour la gloriole, les vedettes du show-business et les têtes couronnées sont au rendez-vous médiatique et par leur présence créent l'événement.

(...) Mais, ils ne mourront pas de faim. Africatour, « le traiteur du désert », assure quotidiennement leur ravitaillement : trente tonnes de vivre secs et de plats préparés furent spécialement acheminés de Paris et des rations énergétiques de 1 700 calories distribuées à chaque petit déjeuner. Au même moment, en Afrique, la famine menaçait des millions d'êtres humains. En Mauritanie, (« l'enfer mauritanien » pour nos aventuriers casqués), par exemple, le Monde écrivait : « Il n'est pas exagéré de parler de disette grave qui se transforme en famine dans de nombreuses localités. ». Toujours en 1985, au cœur du Niger, touché par une sécheresse dramatique, s'étalait comme une gifle au sous-développement le Raid Santos de Cartier. A cette occasion, le plus prestigieux des joailliers offrit une montre en or et en acier à chacun des vainqueurs moto, auto, camion. Sa générosité ne s'arrêta pas à cette étape, deux montres en or massif furent attribuées à Dakar. Enfin et surtout. Cartier créa une « montre unique » en or, sertie de diamants d'une valeur de 100 000 francs, pour récompenser la concurrente gagnant le rallye deux fois consécutives. Sur l'ensemble du parcours, la valeur globale des prix et des trophées distribués par les différents organisateurs avoisinaient les soixante-dix millions de centimes.

Un immense et scandaleux gaspillage, pourtant insignifiant comparé aux tonnes de matériel hyper-sophistiqué et aux budgets engagés par les marques et les commanditaires. En cas de victoire, les retombées économiques sont assurées (...).

Les « indigènes » africains ne garderont, eux, que « l'image d'une incompréhensible sarabande ». Ils se contenteront de quelques miettes : dépouiller les engins abandonnés, endosser les tea-shirts publicitaires, « monnaie d'échange extraordinaire » qui remplace les babioles des conquistadores, et se partageront le contenu de quelques camions (médicaments, pastilles déshydratées, matériel divers...) généreusement distribués au passage des opérations de mendicité qui permettent aux organisateurs et aux concurrents de se déculpabiliser à

peu de frais et d'esquiver les éventuels reproches.

« Il est temps de dénoncer cette escapade de négriers des temps modernes », concluons-nous dans un article au journal le Monde l'année passée. Aujourd'hui, pour que les médias cessent de cautionner éternellement l'image de l'Afrique terrain d'amusement d'une minorité de privilégiés et de profiteurs européens, nous appelons à dénoncer ce « grand cirque qui se joue sur le continent africain, sans les Africains ».

Quel Corps ?
1. Quel corps ? 28, avenue Herbillon, 94160 Saint-Mandé.

Appel

Depuis plusieurs années le rallye Paris-Dakar, organisé par la Thierry Sabine Organisation, défie la conscience démocratique universelle. Une caravane agressive d'engins rutilants traverse pendant plusieurs jours les pays les plus démunis d'Afrique. Non seulement la faune et la flore autochtones sont dévastées, piétinées et détruites mais les populations locales ne sont pas plus respectées. Plusieurs morts et blessés ont déjà été sacrifiés à ce luxe néo-colonialiste indécent qui étale aux yeux de populations affamées et déracinées le luxe des multinationales. Cet étalage de richesse dans des pays qui ont tout juste de quoi survivre n'est pas admissible et doit être condamné au nom du respect des droits élémentaires de la personne humaine. Ce n'est pas parce que les régimes, autoritaires pour la plupart, de ces Etats cautionnent par leur silence ou leur active complicité ces escapades des nostalgiques de la coloniale que nous devons nous taire sur ce scandale. Princes et artistes du show-biz, aventuriers suicidaires en tous genres, fanatiques de la vitesse viennent ainsi de prendre l'Afrique comme terrain de manœuvre pour les équipées sauvages qui se terminent mal souvent aussi pour les concurrents eux-mêmes. Quelle image donnent-ils ainsi de l'Europe, terre d'asile, alors qu'un racisme rampant alimenté par les propagandes xénophobes d'un Le Pen vient renforcer le caractère impérialiste de ce rallye ? Pouvons-nous accepter que des populations entières soient ainsi décimées tandis que des centaines de milliers de litres d'essence sont brûlés en pure perte pour la seule gloire de quelques constructeurs et sponsors rapaces ? Pouvons-nous admettre que les dunes et les pistes d'Afrique soient transformées en autoroutes polluantes ? Pouvons-nous assister, impuissants, aux déclarations provocantes de Thierry Sabine sur « l'exotisme » de l'épreuve ? Combien de morts faudra-t-il déplorer pour déclarer hors la loi humaine cette compétition sportive que les populations et gouvernements d'Europe refuseraient dans leur pays ? Imagine-t-on en effet un tel rallye en France ? Nous ne pouvons pas admettre en Afrique ce que nous ne saurions approuver en France même. Aussi, les soussignés, solidaires depuis longtemps des luttes d'émancipation des peuples d'Afrique pour leur dignité et leurs droits légitimes, condamnent-ils le rallye Paris-Dakar comme un immense et inutile gaspillage de fonds et d'énergie, comme une provocation néo-colonialiste. Ils exigent que le gouvernement socialiste français refuse toute aide directe ou indirecte à cette entreprise axée uniquement sur le profit de quelques privilégiés. Ils demandent aux gouvernements des pays traversés de refuser leur concours à ce rallye et appellent toutes les organisations démocratiques et humanitaires à constituer un front commun pour dénoncer publiquement et pour tous les moyens appropriés ce rallye qui s'apparente à une croisade de négriers.

Le numéro de Kanaky, revue de l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK) vient de paraître. Au sommaire : les résolutions du IV^e Congrès du FLNKS, l'interview d'un dirigeant indépendantiste kanak élu au conseil régional, une analyse de Jean Guariat sur la question des terres qui oppose Kanaks et caldoches dans la région de Témala, une étude sur la volonté gouvernementale d'installer une base militaire en Nouvelle-Calédonie, un document de l'extrême droite calédonienne qui s'organise à la manière de l'OAS et un compte rendu de la dernière assemblée de l'AISDPK. Ce bulletin est en vente au prix unitaire de 10 FF., auprès de l'AISDPK, 14, rue de Nanteuil, 75 015 Paris, ou de ses comités locaux. Il est aussi disponible à la librairie la Brèche.

Les « beaux livres » de fin d'année

Et maintenant, une sélection de « beaux livres » qui viennent juste de paraître, qui sont tous superbes, et qui coûtent tous très cher !

Pourtant, même si vos moyens ne vous permettent ni de les offrir ni de vous les offrir, allez vite les regardez dans les librairies ou dans les bibliothèques : ils méritent le déplacement.

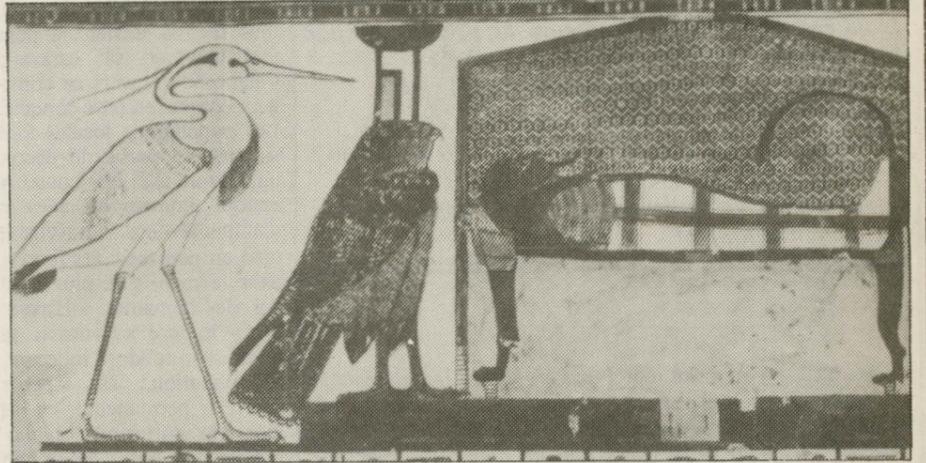
Le plus curieux de tous, c'est celui de Baltrusaitis, déjà célèbre pour son étonnant bouquin sur les anamorphoses¹. C'est la splendide réédition mise à jour d'un ouvrage extraordinaire et introuvable depuis longtemps, sur toutes les Egyptes imaginaires. Il s'appelle *la Quête d'Isis*, il est publié chez Flammarion et coûte 295 F. Comme son livre sur les anamorphoses et comme celui sur les « aberrations » (épuisé, hélas), Baltrusaitis a situé celui-ci dans sa recherche de ce qu'il nomme « les perspectives dépravées ». Il s'agit en effet de tous les mythes, de toutes les

croyanances qui se sont développées et diversifiées à partir de la fascination pour l'Égypte ressentie par l'humanité à toutes les époques. Ça va du Moyen-Âge à Mozart (dans *la Flûte enchantée*, Sarasstro dirige le chant des prêtres officiant devant les neuf pyramides d'Égypte) en passant par Isaac Newton. Cet amour de l'Égypte donne lieu à tous les délires d'interprétation possibles et imaginables : l'auteur donne à les contempler ; c'est beau et c'est vertigineux.

Le petit et néanmoins très intéressant éditeur Macula vient de sortir ou plus exac-

tement de rééditer un texte de référence sur la nature morte dans l'art, texte écrit il y a vingt-cinq ans et qui n'était plus disponible depuis 1965 environ ! C'est dire que sa nouvelle parution était attendue par tous ceux qui s'intéressent au mystère de notre bonheur devant la peinture. Pourquoi une toile représentant une corbeille de poires ou de pommes sur une nappe blanche peut-elle nous toucher ? D'où peut bien venir cette émotion secrète que nous ressentons devant la représentation d'objets ? *La Nature morte de l'Antiquité à nos jours*, Charles Sterling, 320 F.

A lire parallèlement au livre de Sterling, celui de Bernard Berenson, parti, lui, à la découverte d'une nature diablement vivante, celle de l'Italie. Dans son journal, il se plaît à mêler étroitement les souvenirs de son premier voyage à Rome, Naples et Syracuse effectué en 1888, quand il était un tout jeune homme, avec les nouvelles



Osiris défunt pleuré par Isis et Nephthys, tombe de la reine Nefertari, à Thèbes.

impressions provoquées par le deuxième voyage qu'il choisit de faire à la fin de sa vie. Il y évoque les fouilles qui permirent de découvrir les mosaïques devenues célèbres de la villa de Casale en Sicile, mais aussi les hôtels, les transports en fiacre, mille petits détails de la vie quotidienne dont le charme nous enchante par son contraste avec l'érudition (toujours passionnante, jamais ennuyeuse) que Berenson déploie. A offrir à tous ceux qui aiment l'Italie : ils pourront y savourer une Italie inconnue : celle de 1888 et celle de 1952. *Le Voyageur passionné*, édition Gérard Julien Salvy, 250 F.

Ce sont ensuite deux ouvrages plus généraux qui retiendront notre attention : d'abord *le Journal de l'art nouveau* (480 F, eh oui !, chez Skira), qui s'attache aux années 1870-1914 et rend hommage aux créateurs de l'art nouveau dont triomphera la Première Guerre mondiale. Il ne faut pas craindre de le lire : ce bouquin est un modèle de luxe et d'intelligence : les reproductions sont techniquement irréprochables et le texte particulièrement pertinent. Le Ju-

gendstil, art de la jeunesse, est donné à admirer (Klimt, Gaudi, Munch) et aussi livré à l'analyse. On est troublé en tournant les pages du *Journal de l'art nouveau* devant cette sorte d'ivresse des formes — touchant tous les domaines, peinture, architecture, typographie — qui a saisi l'Europe tout entière, rêvant d'une démocratie internationaliste !

Signalons aussi *l'Art textile*, toujours chez Skira : encore un de ces gros bouquins impressionnants, plein de couleurs (papier glacé et mise en page parfaite), dont on souhaite que ceux qui les recevront en cadeau auront le temps de les lire afin qu'ils ne soient pas abandonnés dans un rayonnage de bibliothèque, voués à un seul rôle décoratif ! *L'Art textile* est super-documenté et merveilleusement illustré. Que dire de plus, sinon qu'il devrait séduire ceux que les tapisseries anciennes font rêver, mais aussi ceux qui s'arrêtent devant les broderies ou les bariolages d'une robe japonaise ou iranienne.

Et maintenant, en vrac, encore et encore quelques réussites dignes d'intérêt : *les Abécédaires illustrés français*

du XIX^e siècle (Ségolène le Men, publié chez Promodis). Ces abécédaires du siècle dernier dont la Bibliothèque nationale a gardé plus de sept cents exemplaires différents faisaient rêver Rimbaud. C'est un voyage désuet au pays de la morale et du catéchisme, mais aussi au pays de l'humanisme (oui ! oui !). En tout cas passionnant et absolument unique en son genre.

Des livres de photos aussi : *les Portraits* de Gisèle Freund (430 F, éditions Albin-Michel) et *Greta Garbo* (édition Schirmer-Mosel, 350 F) : deux femmes de chaque côté de l'appareil photo. Et pour finir, un album de photos incroyablement belles sur la Chine, où on peut voir l'étonnante perspective des monts Guilin, ces drôles de montagnes en pain de sucre, serrées les unes contre les autres, et qui ne dépassent pas deux cents mètres, cachées à moitié dans le brouillard ; un paysage fantastique, une des innombrables images de cette Chine exceptionnelle d'Hiroji Kubova (éditions Hologramme, 610 F).

Sophie Gouskett

1. Anamorphose : effet d'optique consistant à déformer ce qui, vu sous un certain angle, reprend son aspect véritable.

La réalité nicaraguayenne

● *Le Volcan nicaraguayen*, ouvrage collectif, sous la direction de Marie Duflou et Françoise Ruellan, aux éditions La Découverte.

Il faut lire *le Volcan nicaraguayen*.

Dans ce recueil d'essais que viennent de publier les éditions La Découverte, une vingtaine d'auteurs analysent, expliquent, témoignent. Pour y avoir le plus souvent vécu, travaillé, ce sont de bons connaisseurs du Nicaragua. Leurs sensibilités politiques et culturelles sont très diverses. Jamais inconditionnels, souvent critiques, ils ont néanmoins fait les mêmes choix. Ils sont solidaires des combats du peuple nicaraguayen, pour son émancipation ; de sa quête d'identité et de sa dignité. Ils dénoncent l'agression des États-Unis, leur intervention croissante contre les peuples d'Amérique centrale.

Les droits de l'homme, la liberté de la presse, l'Église et la révolution, le « rendez-vous manqué » avec les Misikitos, la théorie et la pratique du pouvoir populaire, les élections générales de novembre 1984... Ces thèmes, au centre des polémiques les plus vives concernant la révolution nicaraguayenne, sont traités d'entrée de jeu. L'information est précise, réfléchie. Les interrogations ne sont jamais sous-tendues par une logique réductrice.

Les principaux facteurs qui déterminent le cadre géopoliti-

que dans lequel le Nicaragua combat pour sa survie sont ensuite analysés : contexte régional centro-américain, choix politiques et militaires de Washington, intérêts propres de l'Union soviétique, politique cubaine, limites des tentatives de coopération économique avec l'Europe occidentale. Cet ensemble se conclut par une étude — brève mais fouillée — sur le rapport des forces militaires, tel qu'il était début 1985.

Le Volcan nicaraguayen se poursuit par plusieurs essais qui tentent de mieux cerner les sandinistes — leurs origines, leur organisation — et le sandinisme, notamment dans son rapport au marxisme. La revendication socialiste, l'affirmation du « non alignement », du « pluralisme » et de « l'économie mixte » sont traitées à partir des orientations concrètes mises en œuvre. A cet égard, la pertinence des développements sur « l'idéologie des sandinistes » de Francis Pisani, comme la qualité de l'étude sur « l'économie mixte » de Christian Tutin doivent être soulignés.

Les pages finales sont consacrées, quant à elles, à de brèves études sur les « grands et misères » des principaux acquis de la révolution : réforme agraire, avancées en

matière d'éducation, nouveau système de santé.

Il faut lire *le Volcan nicaraguayen*. Il nous apprend beaucoup sur les réalités toujours complexes, souvent contradictoires, d'un pays, d'une révolution à laquelle nous devons la solidarité. Il nous rappelle que les idées simples, les issues apparemment évidentes sont souvent fausses et dangereuses. Il illustre parfaitement cette phrase lucide et courageuse de Tomas Borge, prononcée au cours d'une des interviews les plus significatives faites par un dirigeant nicaraguayen : « Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir [au Nicaragua] de projet idéologique aussi clairement défini que celui qui existait à Cuba. Notre projet à nous est embrouillé, compliqué, et les projets embrouillés sèment la confusion dans les masses¹. »

Il faut lire *le Volcan nicaraguayen*. Pour se convaincre, comme l'écrit l'un des auteurs, qu'aujourd'hui, « la seule vraie question, la seule pertinente n'est pas de savoir qui sont les sandinistes, ni ce qu'ils ont dans la tête, mais de tenter de déterminer ce qu'ils peuvent faire concrètement, comment ils naviguent entre les écueils du réel tels qu'ils en ont hérité et tels que Reagan les dépose, parfois sous forme de mines, sur leur chemin ».

Jean-Pierre Riel

1. Interview à *Pensamiento Proprio*, Managua, juillet 1985, reproduite dans *Inprecor* n° 203, le 23 septembre 1985.

Greta Garbo, la Reine Christine.



Sept BD au hit

● *De Flamberge à Astérix*, éditions Philippsen, (250 F).

La carrière d'Albert Uderzo magnifiquement illustrée depuis l'enfance du petit immigré italien né en 1927, avec ses années de « vache maigre », les petits travaux, la rencontre avec Goscinny, l'aventure du journal *Pilote* et enfin, grâce au petit gaulois au casque ailé, le succès, le triomphe

même. Pourtant, à presque soixante ans, Uderzo reste étonnamment effacé, d'où l'intérêt de ce livre superbe, pour mieux connaître la partie méconnue de l'œuvre de l'un des plus modestes (mais talentueux) crayons de la BD d'après-guerre.

● *La Jeunesse de Corto Maltese*, éditions Casterman (180 F).

Cette édition de luxe re-

prend une courte histoire au cours de laquelle Corto rencontre vers 1904, en Mandchourie, un certain Jack London. A côté de cette aventure de jeunesse, l'album regorge de documents superbes (aquarelles, cartes, planches d'uniformes d'époque...) et surtout d'une fabuleuse collection de chromos historiques, publiés à l'époque par une marque de chocolat et retraçant en images naïves et figées les principaux épisodes de la guerre russo-japonaise.

● *Mine de plomb et Chiures de gomme*, éditions Futuropolis (228 F chaque volume).

Toute la partie méconnue du travail de Tardi en deux fois 148 pages ; une somme extraordinaire de crochards, caricatures, projets, commentés par Tardi. A quarante ans, le plus talentueux dessinateur européen fait encore figure de franc-tireur. Tardi toujours (heureusement !) aussi subversif, et (heureusement) toujours aussi peu récupérable, qui crache le morceau dans la préface, avec un certain régal : « (...) Et voilà qu'aujourd'hui le ministre distribue des médailles ! J'avoue que cette récupération me fait bien poiler. Y-en a même dans les livres d'école, de la bande dessinée ! Moi, ce qui m'intéressait, c'était le danger, lire ça dans les chiottes sous le préau, avec le pion bien vicelard qui confisquait. C'était presque un acte subversif lorsqu'il était commis dans un établissement de l'Education nationale. D'où mon dégoût de tout ce qui est estampillé par l'Etat. »

● *Le Lotus bleu* d'Hergé (éditions Casterman, 83 F). Réédition en fac-similé de l'édition publiée pour la première fois en 1936, cet album reprend sous une superbe couverture cartonnée avec petite image collée, outre l'histoire dans sa

version originale, les cinq hors-textes couleurs de l'époque. Retrouver cet album culte (voir les déclarations de Steven Spielberg !) qui fut la première vision « humaniste » d'Hergé... Le *Lotus bleu* témoigne de la découverte d'un peuple, loin des préjugés ou des simplifications de l'époque, mais marque surtout la rencontre de Tintin et de Tchang, qui au-delà de la rencontre de deux mondes, est devenue comme le symbole de l'amitié dans la bande dessinée.

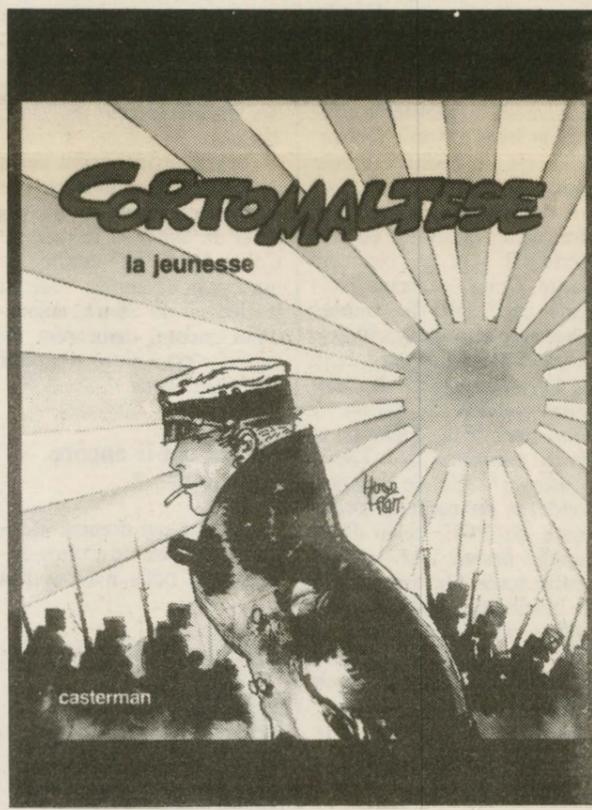
● *Terry et les pirates* de M. Caniff, éditions Futuropolis (tomes 1 et 2, 159 F chaque).

Pas de plus belle bande d'aventures que celle-ci ! Lorsque débute en octobre 1934, dans la presse américaine, la série *Terry et les pirates*, l'Amérique ne sait pas encore que l'un des plus fabuleux héros de papier vient de voir le jour. Milton Caniff reste à mon avis le maître absolu du noir et blanc, des contrastes et du clair-obscur ; il a influencé Eisner, Pratt et des générations de dessinateurs pour mériter son célèbre surnom de « Rembrandt de la bande dessinée ».

● *La Petite Annie*, tomes 1 et 2, éditions Futuropolis, (158 F chaque).

Exemple à peu près unique d'une BD commandée par le « King features syndicate » à un dessinateur appointé, suite au succès d'un film muet (*Little Annie Rooney* en 1925 avec Mary Pickford), *la Petite Annie* est certainement la plus célèbre saga jamais consacrée à l'inusable thème de la petite orpheline. Le dessin de Darrell MacClure, qui reprit la série en 1930, est à la fois riche d'une sensibilité non exempte de « bons gros sentiments », et d'un humour parfois à la limite de la caricature sociale. Pour nostalgiques ! (J'en suis !)

Michel Laszlo



☆ **Vendredi 20 h 35 (FR 3)** *Marlowe*, premier épisode d'une série de cinq enquêtes du célèbre détective créé par Raymond Chandler.

23 h 00 (A 2) *Je suis un aventurier*, d'A. Mann avec J. Steward, inaugure un superbe cycle consacré au wes-

tern de façon magistrale, puisqu'il s'agit là, à mon sens, de l'un des plus beaux westerns de l'histoire du cinéma. Une intrigue linéaire et épurée d'une intensité dramatique presque « naturelle ». tournée dans les paysages enneigés de l'Alaska, de la

« White Pass » canadienne et du Yukon. La montée dramatique finale est un modèle du genre : de la rééducation de la main blessée à l'irruption sonore de James Stewart, d'abord seulement perçue par le tintement de la clochette accrochée à sa selle. Tout est superbe dans ce chef-d'œuvre du genre !

☆ **Dimanche 22 h 30 (FR 3)**, *le Cargo maudit*, de Frank Borzage avec C. Gable, est un film étonnant à la curieuse morale redemptrice...

☆ **Lundi 16 h 15 (FR 3)** *le Détective*, de G. Douglas avec F. Sinatra. L'un des meilleurs films policiers des années

soixante. Solide et corrosif dans sa critique sociale, à l'image des grands romans noirs de l'entre-deux-guerres. Malgré certaines complaisances (machistes notamment...), ce film vaut surtout pour son rapport à un mythe bien actualisé et enrichi d'éléments actualisés.

☆ **Mardi 20 h 35 (FR 3)** Dernière séance consacrée à James Cagney, avec l'un des rares bons films de Charles Vidor, *les Pièges de la passion*, biographie d'une célèbre chanteuse, avec Doris Day et surtout un très bon petit film d'espionnage tourné en 1947 par H. Hathway, *13 rue Madeleine*.

☆ **Jeudi 20 h 35 (A 2)**

Mado, un excellent Sautet, avec O. Piccolo, M. Piccoli, J. Dutronc, un raccourci saisissant des thèmes, de l'univers, de l'œuvre de Sautet (n'ayons pas peur des mots !). Comme toujours chez ce cinéaste, une profonde humanité pour brosser les destins télescopés de personnages attachants, fragiles et terriblement « réels ». Ici (en 1976), on sent peser la noirceur d'une situation sociale qui n'avait pas encore pris le nom de « crise »... Bref, à la fois un excellent film et un témoignage presque sociologique sur les années « Giscard-Barre ».

20 h 35 (FR 3) *Casque d'or*, de J. Becker avec S. Si-

gnoret et S. Reggiani. Pour les distraits indécrottables qui auraient raté ses sept ou huit passages antérieurs sur le petit écran.

☆ **Vendredi 20 h 35 (FR 3)** Seconde enquête de *Marlowe*.

23 h 00 (A 2) Poursuite du cycle consacré au western. Comme l'ordre de passage des films a été interverti, je ne sais si vous verrez *le Sergent noir* de John Ford, *les Affameurs* d'Anthony Mann, *Duel au soleil* de King Vidor, ou *Rio bravo* d'Howard Hawks... Mais comme vous pouvez le constater, même dans le désordre, le « quarté » est de qualité !

Michel Laszlo



Jean-Paul Sartre : une biographie d'Annie Cohen-Solal

Cinq ans après sa mort, plusieurs livres sur Sartre paraissent aujourd'hui. Dans le dernier numéro de Critique communiste un article traite longuement des rapports difficiles entre Sartre et le marxisme. En attendant, il sera seulement ici question de l'importante biographie d'Annie Cohen-Solal.

Nous ne pouvons rester indifférents — aujourd'hui moins que jamais alors que l'antimarxisme à la mode se présente dans les vieux pots du libéralisme des Glücksman, Bernard-Henri Lévy et consorts — à ce qui a été, à travers des contradictions et des erreurs, la vie et le combat de Sartre.

N'oublions pas, en effet, que les engagements de Sartre, pour beaucoup d'entre eux qui ont nom Algérie, Cuba, Vietnam, Mai 68, ont souvent aussi été les nôtres.

D'une lecture facile et passionnante, la principale qualité du livre d'Annie Cohen-Solal est de restituer l'unité profonde de l'œuvre de Sartre, de la mettre en perspective dans l'histoire du XX^e siècle. Il y a eu plusieurs Sartre. Celui de l'école Normale sup' dans les années vingt avec ses copains Nizan, Aron et Merleau-Ponty, celui de l'avant-guerre et des premiers romans, *la Nausée*, *le Mur*, celui de la Libération et de la naissance des *Temps modernes*², celui de la guerre froide et du compagnon de route du PCF, celui de la rupture brutale avec le stalinisme après l'écrasement de la révolution hongroise en 1956, celui du soutien au FLN algérien et l'appel des 121, celui des maos après 1968...

Un intellectuel critique avant tout

Un des mérites du livre de Cohen-Solal est de montrer que, finalement, Sartre est resté jusqu'au bout un intellectuel « classique », attaché à l'exigence d'une pensée critique au-delà de l'engagement politique immédiat : « Mon devoir comme intellectuel est de penser, sans aucune restriction, même au risque de faire des erreurs. Je ne dois pas me fixer des limites en moi-même et je ne dois pas permettre qu'on fixe des limites pour moi. »³ Mais l'essentiel de la pensée politique de Sartre — et d'une grande partie de son œuvre romanesque⁴ — a été de mettre en valeur la liaison nécessaire des intellectuels et de la classe ouvrière, dans la perspective du changement social. Sartre a échoué dans cette tentative en assimilant, en identifiant la classe ouvrière au PCF, puis

en voyant dans les « maos » la preuve du rejet du PCF par la classe ouvrière... (cf. *Critique communiste* n°47, décembre 1985).

Dans le film d'Alexandre Astruc, tourné en 1974, avant que Sartre ne perde presque complètement la vue, il expliquait ainsi sa propre attitude : « Il est des intellectuels, j'en suis un, qui depuis 1968 ne veulent plus dialoguer avec la bourgeoisie. Il existe pourtant une contradiction très particulière en moi : j'écris encore des livres pour la bourgeoisie et je me sens solidaire des travailleurs qui veulent la renverser. »

Il serait évidemment facile de mettre en lumière les multiples contradictions, erreurs de Sartre et le livre de Cohen-Solal en donne de nombreux exemples. Mais si les leçons de Sartre, aujourd'hui encore, demeurent vivantes, c'est à notre avis pour d'autres raisons.

Sartre est-il encore d'actualité ?

L'image qui domine absolument le livre de Cohen-Solal — que nous n'avons pas



Jean-Paul Sartre, à Renault.

tenter de résumer, il faut s'y plonger — c'est la générosité extraordinaire de Sartre, de l'homme Sartre. De celui qui nous a rendu, par exemple, la mémoire de Nizan avec la célèbre préface à *Aden-Arabie*, ou celui qui a fait découvrir, en pleine guerre d'Algérie, *les Damnés de la terre* de Frantz Fanon⁵ à toute une génération.

Sartre est précieux, en

France, en 1985, à ce titre aussi : celui d'un intellectuel qui a toujours dit non au colonialisme et en particulier au colonialisme français. Cette position de Sartre n'était pas seulement « morale » comme on a pu le croire. Elle était politique avant tout : la conscience que le changement ici, en France dépendait aussi de la libération là-bas. Que le combat

des militants algériens, vietnamiens était aussi celui de la classe ouvrière française. Alors qu'il est de bon ton aujourd'hui, pour certains intellectuels, de tirer à vue sur le « tiers-mondisme »⁶ ou d'implorer une intervention américaine au Nicaragua, les prises de positions de Sartre, sur le colonialisme, le rôle de l'intellectuel, restent étonnamment actuels.

Enfin, la littérature et la vie de Sartre nous concerne, pour le nouveau public, les jeunes, qui le découvrent aujourd'hui, qui découvriront cette formidable capacité de haine, de révolte contre cette société. Sartre n'est pas si facilement récupérable. L'engagement politique de Sartre ne s'est pas brisé à cause de sa nature d'intellectuel petit-bourgeois — pour aller vite, trop — incapable de choisir entre la révolution et la bourgeoisie. Ce serait un peu trop facile. Non, l'engagement de Sartre s'est heurté, comme celui de millions d'hommes et de femmes, au produit monstrueux de l'histoire de ce siècle : la double réalité du stalinisme et de l'impérialisme. Le livre de Cohen-Solal témoigne assez fidèlement de la rencontre d'un homme nommé Sartre et de cette histoire.

Jean-Michel Masson

1. La biographie de Cohen-Solal, *Sartre*, est paru chez Gallimard, 700 pages, 150 francs. Une autre biographie de Sartre, par Jeannette Colombel, est paru fin novembre au Livre de poche. Voir aussi *Sartre et les Temps modernes* par A. Boschetti, éditions de Minuit.

2. A signaler le numéro spécial des *Temps modernes* pour le 45^e anniversaire de la revue. Octobre 1985. 43 F. Avec des articles de Simone de Beauvoir, dont, par ailleurs, une biographie vient également de paraître.

3. Interview publiée en 1964.

4. Rappelons-le, disponible en poche, Folio.

5. Les deux livres sont parus dans la Petite collection Maspero.

6. Voir notamment le livre de Pascal Bruckner, *le Sanglot de l'homme blanc*, paru au Seuil.

Jean-Paul Sartre, lors de la visite, à Lisbonne pendant la révolution des Œillets de la caserne du 1^{er} régiment d'artillerie légère.

